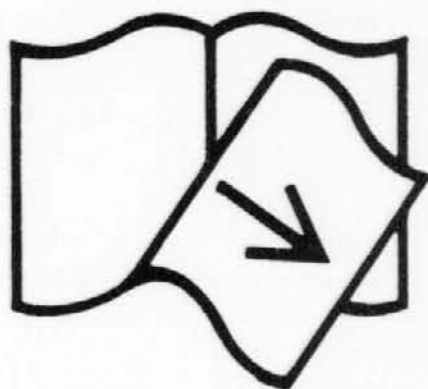
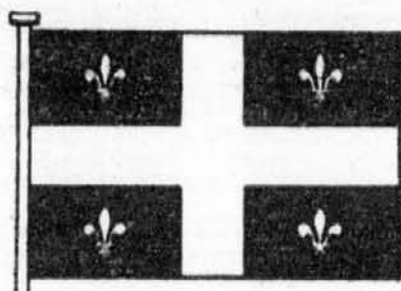


PAGE.S.

MANQUANTE.S.





(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 19 FÉVRIER 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 19th, 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Actions en séparation de biens

Cour Supérieure, Province de Québec, district de Montréal, N° 269,657. Dame Lucy Bachmann, épouse de Pierre Adolphe Michel, juriste de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 11 février 1949.

L'Avocat de la demanderesse,
24260-0 RENÉ DEGUIRE.

Province de Québec district de Montréal, cour supérieure, N° 269,126. Dame Anne Human, épouse légalement commune en biens de Thomas Lorne Cumby, constructeur, des cité et district de Montréal, demanderesse vs ledit Thomas Lorne Cumby, ci-dessus décrit, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été formée par la demanderesse contre le défendeur dans la présente cause le 20 janvier 1949.

Montréal, le 9 février 1949.

Le Procureur de la demanderesse,
24261-0 FERNAND GUERTIN.

Actions for separation as to property

In the Superior Court, Province of Québec, District of Montreal, No. 269,657, Dame Lucy Bachmann, wife of Pierre Adolphe Michel, jurist, domiciled at Montreal, has taken an action for separation as to property against her husband.

Montreal, February 11, 1949.

24260-0 RENÉ DEGUIRE,
Attorney for plaintiff.

Province of Québec, district of Montreal, Superior Court, No. 269,126. Dame Anne Human wife common as to property of Thomas Lorne Cumby, contractor, of the City and District of Montreal, plaintiff vs The said Thomas Lorne Cumby, above mentioned, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this matter on January, 20th, 1949.

Montreal, February 8th, 1949.

24261-0 FERNAND GUERTIN,
Attorney for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Canada, province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, N° 5888. Dame Madeleine Larivière, temporairement de Beloeil, district de Richelieu, épouse commune en biens de Ubald Lalime, directeur de funérailles, de la cité de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, la dite Dame Madeleine Larivière, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, par jugement de cette Cour; demanderesse vs Ubald Lalime, de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 30 juin 1948. St-Hyacinthe, le 11 février 1949.

Le Procureur de la demanderesse,

24287-o YVES PELLETIER.

Action for Separation as to Bed and Board and Property

Canada, province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Superior Court No. 5888. Dame Madeleine Larivière, temporarily of Beloeil, district of Richelieu, wife common as to property of Ubald Lalime, funeral director, of the city of St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe, said Madeleine Larivière, duly authorized by judgment from this Court to sue said defendant; plaintiff and said Ubald Lalime of St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe, defendant.

An action in separation as to bed and board and property has been instituted in this case on the 30th day of June 1948.

St-Hyacinthe, February 11th, 1949.

YVES PELLETIER,

24287-o Attorney for Plaintiff.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1592

Québec, 2 octobre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la Loi de l'impôt sur les corporations et les compagnies minières qui n'ont pas atteint le stage de la production.

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe "d" de l'article 4 de la Loi de l'impôt sur les corporations, 11 George VI, chapitre 33, le Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur proposition du Trésorier peut déterminer, à une somme moindre que celle prescrite par l'article 3 de ladite Loi, la taxe payable par chaque compagnie minière qui n'a pas atteint le stage de la production;

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe "f" de l'article 32 de ladite Loi, le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut autoriser le Contrôleur du revenu de la Province à exercer les pouvoirs conférés au Lieutenant-Gouverneur en conseil par ladite Loi;

ATTENDU qu'il est jugé nécessaire et dans l'intérêt de la Province de fixer une base uniforme de taxation pour toutes les compagnies soumises au paragraphe "d" de l'article 4 de la Loi de l'impôt sur les corporations;

EN CONSÉQUENCE, sur la proposition de l'honorable Trésorier de la Province, il est ordonné:

QUE le Contrôleur du revenu de la Province soit autorisé à déterminer la taxe payable sur le capital par toutes les compagnies ci-dessus mentionnées suivant le tarif suivant:

Capital versé	Taxe sur le capital
de \$ 10,000 à \$ 299,999.99	\$ 5.00
de \$ 300,000 à \$ 599,999.99	10.00
de \$ 600,000 à \$ 999,999.99	15.00
de \$1,000,000 à \$1,999,999.99	20.00
de \$2,000,000 à \$3,000,000.00	25.00
Chaque million additionnel ou une fraction d'icelui	5.00

Ce tarif entrera en vigueur à compter du 2 septembre 1947.

C. LARICHELIÈRE,

24315 Assistant-greffier du Conseil Exécutif.

Order in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1592

Quebec, October 2, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Corporation Tax Act and mining companies which have not reached the production stage.

WHEREAS under paragraph "d" of Section 4 of the Corporation Tax Act, 11 George VI, Chapter 33, the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Treasurer, may fix, at a sum less than that prescribed by Section 3 of the said Act, the tax payable by every mining company which has not reached the production stage;

WHEREAS under paragraph "f" of Section 32 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Comptroller of Provincial Revenue to exercise the powers given to the Lieutenant-Governor in Council by said Act;

WHEREAS it is deemed expedient and in the interest of the Province to fix a uniform basis of taxation for all companies coming under paragraph "d" of Section 4 of the Corporation Tax Act;

WHEREFORE, upon the recommendation of the Honourable the Treasurer of the Province, it is ordered:

THAT the Comptroller of Provincial Revenue be authorized to fix the capital tax payable by all the above-mentioned companies according to the following tariff:

Paid-up capital	Capital tax
of \$ 10,000. to \$ 299,999.99	\$ 5.00
of \$ 300,000. to \$ 599,999.99	10.00
of \$ 600,000. to \$ 999,999.99	15.00
of \$1,000,000. to \$1,999,999.99	20.00
of \$2,000,000. to \$3,000,000.00	25.00
Each additional million or fraction thereof	5.00

This tariff shall come into force as from September 2, 1947.

C. LARICHELIÈRE,

24315-o Deputy Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Laïques du Saguenay Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 décembre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé aux Escoumains, comté de Saguenay.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24262-o JEAN BRUCHÉSI,

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Garage Coop. de Caplan", en date du 10 décembre 1948, dont le siège social est situé à St-Charles-de-Caplan, comté de Bonaventure, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 décembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24265-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 15 avril 1947, les règlements I à IV inclusivement de "L'Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal" — "Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 8 mai 1946, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 14 février 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24277-o JEAN BRUCHÉSI.

L'ASSOCIATION DES ANCIENS DU SÉMINAIRE
DE PHILOSOPHIE DE MONTRÉAL
GRADUATES SOCIETY OF THE SEMINARY
OF PHILOSOPHY OF MONTREAL

Extrait des règlements, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 8 mai 1946, et approuvés par l'honorable Secrétaire de la Province le 15 avril 1947, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à vingt-neuf:

"Règlement N° III.—Direction: L'Association est dirigée par un conseil composé de: a) Trois membres d'honneur; b) Deux membres permanents qui sont le supérieur provincial et le supérieur du Séminaire; c) Huit membres actifs, à savoir: un président, trois vice-présidents, trois secrétaires et un trésorier, formant l'exécutif; d) Seize conseillers, élus pour deux ans, et remplacés par groupes de huit chaque année."

Certifié conforme,

24278-o

Le Secrétaire,
MAURICE TRUDEAU.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association Catholique des Institutrices Laïques du Saguenay Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 23, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Escoumains, county of Saguenay.

24262 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Garage Coop. de Caplan" under date the 10th day of December, 1948, whereof the head office is at St-Charles-de-Caplan, county of Bonaventure, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd of December, 1948.

24265 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved, on April 15, 1947, the by-laws I to IV inclusively of "L'Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal" — "Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal", as adopted at the meeting held on the 8th of May, 1946, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1949.

24277 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

L'ASSOCIATION DES ANCIENS DU SÉMINAIRE
DE PHILOSOPHIE DE MONTRÉAL
GRADUATES SOCIETY OF THE SEMINARY
OF PHILOSOPHY OF MONTREAL

Excerpt from the by-laws, as adopted at the meeting held on the 8th day of May, 1946, and approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 15th of April, 1947, concerning the increase in the number of directors from three to twenty-nine:

"By-law No. III.—Board of Directors: The Association will be managed by a Council composed of: a) Three honorary members; b) Two permanent members who will be the provincial superior and superior of the Seminary; c) Eight active members, to wit: one president, three vice-presidents, three secretaries and one treasurer, forming the executive; d) sixteen councillors, elected for two years, and replaced by groups of eight each year."

Certified True Copy.

24278

MAURICE TRUDEAU,
Secretary.

AVIS D'AUTORISATION

Avis est, par les présentes donné, que la compagnie "Bar-Lan Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats d'actions, débetures et autres valeurs.

Le siège social, dans la Province, est à 215 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toutes procédures prises contre elle, est M. Joseph Ovila Sabourin, de l'adresse ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 10 février 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24263 JEAN BRUCHÉSI.

CONSUMERS PRODUCTS LIMITED

Règlement N° "A"

Qu'il soit résolu que l'actif de la compagnie soit partagé au pro rata entre les actionnaires de la compagnie, conformément aux dispositions des lettres patentes constituant la compagnie en corporation.

Vraie copie certifiée du règlement N° "A".
(Seal)

Le Secrétaire,
24264 WILLIAM KREINDLER.

CANADIAN CORES LIMITED

Règlement spécial "A"

Un règlement pour diminuer le nombre des directeurs.

"Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, diminué de quatre à trois."

Le Secrétaire,
24276 RALPH C. TEES.

NOTICE OF AUTHORIZATION

Notice is hereby given that "Bar-Lan Gold Mines Limited" (No Personal Liability) has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec, its shares, stock, stock-certificate, debentures and other securities.

The head office in the Province is at 215 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Joseph Ovila Sabourin of the above address.

Given at the office of the Provincial Secretary the 10th day of February, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24263-o Under-Secretary of the Province.

CONSUMERS PRODUCTS LIMITED

By-Law No. "A"

Be it resolved that the assets of the Company be divided rateably among the shareholders of the Company in accordance with the provisions of the Letters Patent incorporating the Company.

Certified a true copy of By-law No. "A".
(Seal)

WILLIAM KREINDLER,
24264-o Secretary.

CANADIAN CORES LIMITED

Special By-Law "A"

A By-law to decrease the Number of Directors.

"The number of Directors of the Company is hereby decreased from four to three."

RALPH C. TEES,
24276-o Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Téléphone de Val Alain", en date du 20 janvier 1949, dont le siège social est situé à Val Alain, comté de Lotbinière, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 14 février 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24279-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Téléphone de Val Alain", under date the twentieth day of January, 1949, whereof the head office is at Val Alain, county of Lotbinière, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24279 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative Pierre-Boucher", en date du 30 janvier 1949, dont le siège social est situé au Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 14 février 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24290-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative Pierre-Boucher", under date the thirtieth day of January, 1949, whereof the head office is at Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24290 Under Secretary of the Province.

LA BRASSERIE CHAMPLAIN, LIMITÉE
THE CHAMPLAIN BREWERY, LIMITED

Règlement N° I, article N° 3

Augmentation du nombre des directeurs de
quatre (4) à six (6)

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de six (6) directeurs."

Vraie copie.
(Sceau)

24291

Le Secrétaire,
JACQUES GALIPEAULT.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Ouvrier de Lac Bouchette", en date du 30 janvier 1949, dont le siège social est situé à Lac Bouchette, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 11 février 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24299-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, lors d'une séance spéciale de l'Assemblée générale des membres de "L'Association Sportive des Employés Civiques Inc.", tenue à l'Hôtel de Ville de Québec, le 14 janvier 1949, le nom de ladite association a été, par résolution dûment adoptée à cette fin, changé en celui de "Centre Récréatif des Employés Civiques Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi des clubs de récréation (S.R.Q. 1941, chapitre 304).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 9 février 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24300-o JEAN BRUCHÉSI.

SOMMAIRE DU RÈGLEMENT SPÉCIAL
N° XXXII DE
GENERAL MORTGAGE CORPORATION

Ce règlement pourvoit à la distribution proportionnelle aux actionnaires de l'actif de la compagnie comprenant des hypothèques et de l'argent et autorise la demande subséquente pour obtenir l'abandon de la charte de la compagnie.
Montréal, 16 février 1949.

GENERAL MORTGAGE CORPORATION,
Le Secrétaire,
24302 A. S. BRUNEAU.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Centre Coopératif d'Habitations Notre-Dame-des-Champs", en date du onze février 1949, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 16 février 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24307-o JEAN BRUCHÉSI.

LA BRASSERIE CHAMPLAIN, LIMITÉE
THE CHAMPLAIN BREWERY, LIMITED

By-law No. 1, section No. 3

Increase of the number of Directors
from four (4) to six (6)

"The affairs of the Company shall be managed by a board of six (6) Directors."

True copy.
(Seal)

24291-o

JACQUES GALIPEAULT,
Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Ouvrier de Lac Bouchette", under date the thirtieth day of January, 1949, whereof the head office is at Lac Bouchette, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this eleventh day of February, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24299 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that at a special sitting of the general meeting of the members of "L'Association Sportive des Employés Civiques Inc.", held at the City Hall of Québec, on the 14th day of January, 1949, the name of the said association was, by resolution duly adopted for such purpose, changed into that of "Centre Récréatif des Employés Civiques Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 4 of the Amusement Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 304).

Given at the office of the Provincial Secretary,
this ninth day of February, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24300 Under Secretary of the Province.

SUMMARY OF SPECIAL BY-LAW
No. XXXII OF
GENERAL MORTGAGE CORPORATION

This by-law provides for the proportional distribution to the Shareholders of the assets of the Company consisting of mortgages and cash and authorizes subsequent application for the surrender of the Company's Charter.

Montreal, February 16th, 1949.

GENERAL MORTGAGE CORPORATION,
A. S. BRUNEAU,
24302-o Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Centre Coopératif d'Habitations Notre-Dame-des-Champs", under date the eleventh day of February, 1949, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this sixteenth day of February, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24307 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le seize février 1949, les règlements du "Club Outremont Incorporé" — "Outremont Club Incorporated", comprenant les articles 1 à 13 inclusivement et le règlement spécial numéro 1, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 février 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24308-o JEAN BRUCHÉSI.

C.J.A.D. LIMITED

Avis est, par les présentes, donné qu'à une assemblée des directeurs tenue le 3 avril 1947 et ratifiée à une assemblée des actionnaires tenue le 5 mai 1947, les règlements suivants se rapportant à l'augmentation du nombre des directeurs de trois (3) à cinq (5) ont été décrétés, à savoir: "3. Nombre — Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de cinq (5) directeurs."

"10. Trois (3) directeurs formeront quorum pour transiger les affaires."

Montréal, 23 décembre 1948.

C.J.A.D. LIMITED,
Par le Président & Gérant-général,
24313 J. A. DUPONT.

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved, on the sixteenth day of February, 1949, the by-laws of the "Club Outremont Incorporé" — "Outremont Club Incorporated", comprising articles 1 to 13 inclusively and special by-law No. 1, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276), as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary this seventeenth day of February, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24308 Under Secretary of the Province.

C.J.A.D. LIMITED

Notice is hereby given that a meeting of the Directors held on April 3, 1947, and ratified at a meeting of shareholders held on May 5, 1947, the following by-laws tending to increase the number of Directors from three (3) to five (5) were enacted to wit:

"3. Number — The affairs of the Company shall be managed by a board of five (5) Directors."

"10. Three (3) of the Directors shall form a quorum for the transaction of business."

Montreal, December 23, 1948.

C.J.A.D. LIMITED,
per J. A. DUPONT,
24313-o President & General Manager.

Chartes — Abandon de

AVIS

Prenez avis que "Giroux Immeubles Ltée" s'adressera au Procureur général de cette Province pour obtenir l'abandon de sa charte.

Les Procureurs de la Compagnie,
24266-o DORION, DORION & ROBITAILLE.

MY MOTHER'S HOME INCORPORATED

Avis d'abandon de charte

"My Mother's Home Incorporated" donne par les présentes avis qu'elle va demander au Lieutenant-gouverneur en conseil la permission d'abandonner sa charte à compter de la date à être fixée par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Montréal, ce 9 février 1949.

Le Secrétaire,
24267-o E. McCULLOCH.

Charters — Surrender of

NOTICE

Take notice that "Giroux Immeubles Ltée" will apply to the Attorney General of this Province for leave to surrender its charter.

DORION, DORION & ROBITAILLE,
24266 Attorneys for the Company.

MY MOTHER'S HOME INCORPORATED

Notice of surrender of charter

My Mother's Home Incorporated" hereby gives public notice that it will make application to His Honour the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter, on and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Dated at Montreal, this 9th day of February, 1949

E. McCULLOCH,
24267-o Secretary.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Lindy's Inc." ayant son siège social en les cité et district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, le premier février 1949.

Les Procureurs de la requérante,
24274 STEIN & STEIN.

Notice is hereby given that "Lindy's Inc.," having its head office in the City and District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its Letters Patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated, at Montreal, this first day of February, 1949.

STEIN & STEIN,
24274-o Attorneys for Petitioner.

OTTAWA LEATHER GOODS LIMITED

La Compagnie donne avis de son intention de demander au Procureur général la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 26 janvier 1949.

Le Secrétaire de
OTTAWA LEATHER GOODS LTD.,
24214 BLANCHE WOLF.

OTTAWA LEATHER GOODS LIMITED

The Company gives notice of its intention to apply to the Attorney General for leave to surrender its Charter from such date as it may please to fix.

Montreal, January 26th, 1949.

BLANCHE WOLF,
Secretary of
OTTAWA LEATHER GOODS LTD.

Avis est, par les présentes, donné que "Bérubé Inc." a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte en conformité avec la Loi des compagnies de Québec.

Price, Qué., 28 décembre 1948.

Le Secrétaire,
24270-0 JOSEPH-PH. BÉRUBÉ.

Notice is hereby given that the company "Bérubé Inc." intends to apply for leave to surrender its charter pursuant to the Quebec Companies Act.

Price, Que., December 28, 1948

JOSEPH PH. BÉRUBÉ,
Secretary.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Desiderata Cigars Co. Limited" — "La Compagnie de Cigars La Desiderata Limitée", incorporée par lettres patentes en date du vingt-six janvier 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Desiderata Cigars Co. Limited" — "La Compagnie de Cigars La Desiderata Limitée" — incorporated by letters patent dated the 26th day of January, 1925.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of February, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Meunerie Cartierville Milling Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 août 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, le seize février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Meunerie Cartierville Milling Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the twenty-fourth day of August, 1946.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of February, 1949, the said company was dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Paul Capra Incorporé", incorporée par lettres patentes en date du vingt-huit novembre 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du six mai 1946, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce douze février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Paul Capra Incorporé", incorporated by letters patent dated the 28th day of November, 1927.

Notice is also given that from and after the sixth day of May, 1946, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Perkins Mills Mica Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle), incorporée par lettres patentes en date du dix-huit décembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Rex Investments Inc.", incorporée par lettres patentes en date du vingt-sept novembre 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize février 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The New Jersey Zinc Exploration Company Ltd.", incorporée par lettres patentes en date du quinze avril 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize février 1949.

24288-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Perkins Mills Mica Company Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the eighteenth day of December, 1944.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of February, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Rex Investments Inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of November, 1925.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of February, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The New Jersey Zinc exploration Company Ltd.", incorporated by letters patent dated the fifteenth day of April, 1946.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of February, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1949.

24288-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Commission Municipale de Québec

Avis public est, par les présentes donné, tel que prescrit par l'article 39 de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207) que la Commission municipale de Québec présentera, conformément aux dispositions de l'article 38 de ladite loi à un juge de la Cour supérieure siégeant à Thetford-Mines, dans et pour le district d'Arthabaska, mardi, le 1er jour de mars 1949, à 10.30 heures a.m., une requête aux fins de faire déclarer en défaut au sens de la section V de la même loi la corporation de Saint-Joseph-de-Coleraine, dans le comté de Mégantic.

Québec, ce 17 février 1949
La Commission municipale de Québec,
Le Secrétaire,
24301-o CHARLES A. COUILLARD.

Quebec Municipal Commission

Public notice is hereby given, as prescribed by Section 39 of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 207), that the Quebec Municipal Commission will petition, in conformity with Section 38 of said Act, a Judge of the Superior Court sitting at Thetford-Mines, in and for the district of Arthabaska, Tuesday, the 1st day of March 1949, at 10.30 o'clock a.m., to have the Corporation of St. Joseph de Coleraine, in the County of Megantic, declared to be in default within the meaning of Division V of said Act.

Quebec, February 17, 1949.
The Quebec Municipal Commission,
CHARLES A. COUILLARD,
Secretary.

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné qu'au cours de la présente session de la Législature à Québec, des amendements seront proposés au bill de la Cité des Trois-Rivières pour les fins suivantes: modification de l'article 602-A de la Loi des Cités et Villes, tel qu'édicte pour la Cité par la loi 21 George V, chapitre 128, pour substituer l'approbation de la Commission Municipale de Québec à celle de la Commission des Services Publics en rapport avec l'acquisition de certains terrains pour fins municipales; ratification de transactions relatives à l'acquisition de terrains pour l'élargissement d'une partie de la rue Royale et du coin des rues Hart et Bonaventure, et inclusion dans le territoire de la Cité de la totalité des lots 177 à 185 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 1er février 1949.

Le Procureur de la Cité des
Trois-Rivières,

24186-5-4-o

LÉON LAMOTHE, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that during the present session of the Quebec Legislature, amendments will be proposed to the Bill of the City of Trois-Rivières for the following purposes: amending section 602-A of the Cities and Towns Act, as enacted for the City by the Act 21 George V, chapter 128, to substitute the approval of the Quebec Municipal Commission for that of the Public Service Commission in connection with the acquisition of certain lands for municipal purposes; ratification of transactions respecting the acquisition of land for the widening of a part of Royale street and the corner of Hart and Bonaventure streets, and inclusion in the territory of the City of the totality of lots 177 to 185 of the cadastre for the parish of Trois-Rivières.

Trois-Rivières, February 1, 1949.

LÉON LAMOTHE, K.C.,
Attorney for the City of
Trois-Rivières.

24186-5-4

AVIS

Avis public est par les présentes donné que "l'Hôpital Saint-Joseph de Rimouski", corporation légale incorporée par la Loi 16 George V, chapitre 95, ayant son siège social dans la Ville de Rimouski, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente Session pour l'obtention d'une loi modifiant la Loi 16 George V, chapitre 95, et octroyant à ladite corporation les droits et pouvoirs additionnels dont elle a besoin aux fins d'opérer, d'administrer, d'établir, d'agrandir et de développer son hôpital général avec services de médecine, de chirurgie et de pharmacie, dispensaires, laboratoires, cliniques d'expérimentation et de recherches scientifiques, maisons de convalescents, maisons de gardes-malades et quartiers de médecins.

Québec, le 26 janvier 1949.

Le Procureur de la pétitionnaire,

24183-5-4-o

JEAN-ROBERT BEAUDOIN.

NOTICE

Public notice is hereby given that "l'Hôpital Saint-Joseph de Rimouski", a corporation lawfully incorporated by the Act 16 George V, chapter 95, having its head office in the Town of Rimouski, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session for the passing of an Act amending the Act 16 George V, chapter 95, and granting the said corporation the additional rights and powers which it requires to operate, administer, establish, enlarge and develop its general hospital with medical, surgical and pharmaceutical services, dispensaries, laboratories, clinics for experiments and scientific research, convalescent homes, nurses' residences and doctors' quarters.

Quebec, January 26th, 1949.

JEAN-ROBERT BEAUDOIN,
Attorney for the Petitioner.

24183-5-4

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et ses amendements, sur les matières suivantes en plus de celles mentionnées dans l'avis que ladite Cité de Lachine a déjà donné en date du 14 décembre 1948, savoir: pour diviser le territoire de la cité en trois quartiers, lesquels seront représentés chacun par deux échevins dont l'un sera élu par les électeurs propriétaires et l'autre par tous les électeurs municipaux de chaque quartier, cette division devant entrer en vigueur pour l'élection d'avril 1951; permission de fermer une lisière de la 8ième Avenue; pour fermer une partie de la 33ième Avenue et pour autres fins.

Montréal, ce 26 janvier 1949.

Les Procureurs de la Cité de Lachine,

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER,

L'Avocat-conseil,

24148-4-4-o

JACQUES VIAU.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Lachine will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments for the purposes already mentioned in the notice that the City of Lachine has already given, dated December the 14th, 1948 and for the following purposes, to wit: to divide the territory of the city into three wards, each of them to be represented by two aldermen, one elected by the electors who are property-owners and the other one by all municipal electors of each ward, this division to come into force for the election of april 1951; permission to close an edge of the 8th Avenue; to close part of the 33rd Avenue and for other purposes.

Montreal, January 26th, 1949.

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER,

Attorneys for the City of Lachine,

JACQUES VIAU,

©ounsel.

24148-4-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que lors de l'étude du projet de loi présenté par la Cité de Québec à la présente Session de la Législature de Québec, un amendement audit projet de loi sera proposé par Sieur Égide Georges Malouin, de la Cité de Drummondville, entrepreneur, dans le but d'enlever tout doute quant à la légalité de la construction érigée sur la subdivision numéro 1798-A du lot originaire numéro 508 du cadastre de Saint-Roch-Nord, y compris la partie de ladite construction qui surplombe aux deuxième et troisième étages la subdivision numéro 531 du même lot originaire numéro 508; sans préjudice aux recours en dommages pouvant appartenir à qui de droit.

Québec, ce 26 janvier 1949.

24175-5-4-o ÉGIDE GEORGES MALOUIN.

Canada, province de Québec, district de Rouyn-Noranda

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que l'Institut des Sœurs de Notre-Dame de Mont-Laurier s'adresse à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session:

1. Pour changer son nom en celui de Congrégation des Sœurs de Notre-Dame-Auxiliatrice;
2. Pour obtenir certains pouvoirs supplémentaires quant aux œuvres à accomplir;
3. Pour établir à Rouyn, district de Rouyn-Noranda son siège social.

Signé à Rouyn, ce 19 janvier 1949.

CONGRÉGATION DES SOEURS DE NOTRE-DAME-AUXILIATRICE,

Par le Procureur du pétitionnaire,
LÉOPOLD LAROCHE,

24105-4-4-o

AVIS LEGAL

Canada, Province de Québec,
District de Montréal

Avis public est, par les présentes, donné que les légataires universels de la succession, de feu James McCreedy s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa première session de 1949, pour obtenir la distribution capital de l'actif de ladite succession.

Montréal, 4 décembre 1948.

Le Procureur des requérants,
THOMAS J. COONAN, Jr.

24106-4-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que lors de l'étude du projet de loi présenté par la Cité de Québec à la présente Session de la Législature de Québec, un amendement au dit projet de loi sera proposé par l'Association des Employés Civils, corporation légalement constituée et ayant sa principale place d'affaires à Québec, dans le but d'obtenir que les lots 123, 125, 126, 127, 128, 129 et 130 subdivision du lot originaire 4437 sur le plan et livre de renvoi du Cadastre Officiel du quartier Montcalm en la Cité de Québec ne soient plus sujets à l'application de l'article 541 de la Loi 19 Georges V, Chapitre 95, et amendements.

Le procureur de l'Association des
Employés civils,
GÉRARD LEMAY, C.R.

24252-6-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that at the time of the studying of the Bill presented by the City of Quebec at the present Session of the Quebec Legislature, an amendment to the said Bill will be moved by Sieur Égide Georges Malouin, of the City of Drummondville, contractor, for the purpose of removing any doubt as to the legality of the building erected on subdivision No. 1798-A of original lot No. 508 of the cadastre for Saint-Roch-North, including that part of the said building which overhangs, at the second and third stories, subdivision No. 531 of the same original lot No. 508; without prejudice to recourse in damages by whomsoever it may concern.

Quebec, this 26th day of January, 1949.

24175-5-4 ÉGIDE GEORGES MALOUIN.

Canada, Province of Quebec, District of Rouyn-Noranda.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "l'Institut des Sœurs de Notre-Dame de Mont-Laurier" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session:

1. To change its name into that of "Congrégation des Sœurs de Notre-Dame-Auxiliatrice;
2. To obtain certain supplementary powers as regards the works to be accomplished;
3. To establish its head office at Rouyn, district of Rouyn-Noranda.

Signed at Rouyn, this 19th day of January, 1949.

CONGRÉGATION DES SOEURS DE NOTRE-DAME-AUXILIATRICE,

LÉOPOLD LAROCHE
Attorney for the Petitioner.

24105-4-4

LEGAL NOTICE

Canada, Province of Quebec,
District of Montreal

Public Notice is hereby given that the universal legatees of the Estate of the late James McCreedy will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its first session of 1949 for a capital distribution of the assets of the said Estate.

Montreal, December 4, 1948.

THOMAS J. COONAN, Jr.,
Attorney for Applicants.

24106-4-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that at the time of the studying of the Bill presented by the City of Quebec at the present Session of the Quebec Legislature, an amendment to the said Bill will be moved by the Association of Civil Employees (Association des Employés Civils), a body politic and corporate having its head office at Quebec, for the purpose of having lots 123, 125, 126, 127, 128, 129 and 130 subdivision of original lot 4437 on the official cadastral plan and in the book of reference for Montcalm Ward of the City of Quebec, no longer subject to the application of section 541 of the Act 19 George V, chapter 95, and amendments.

GÉRARD LEMAY, K.C.,
Attorney for "Association des
Employés Civils".

24252-6-4

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que Jules Gingras, industriel, Philémon Garneau, comptable, G. H. Montmigny, contracteur, J. Roland Séguin, industriel, J. Roger D'Avignon, employé civil, J. Omer Martineau, ingénieur civil,

Tous de la Cité de Québec, s'adresseront aux Corps Législatifs de la Province de Québec, à leur prochaine session, et demanderont l'adoption d'une Loi.

1° Pour détacher le territoire situé dans la Seigneurie de Fossambault, faisant actuellement partie de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Catherine-de-Fossambault, comté de Portneuf, comprenant, en référence au cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Catherine-de-Fossambault, tous les lots ou parties de lots où leurs subdivisions, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant de l'intersection de l'axe de la Rivière-aux-Pins avec le prolongement, vers le nord-ouest, de la ligne sud-ouest du lot 604 de la Septième Concession et suivant, successivement, les lignes et démarcations ci-après énumérées: en allant vers le sud-est ledit prolongement et ladite ligne, la limite nord-ouest des lots 446 et 447, la limite sud-ouest dudit lot 447, la ligne sud-est du lot 448, la ligne nord-est du lot 383, la limite nord du droit-de-voie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, la ligne séparative des cinquième et sixième concessions, la ligne séparative des lots 353 et 355 et son prolongement, vers le nord-ouest, à travers le lot 756 et jusqu'à l'axe du Lac Saint-Joseph, ledit axe vers le nord-est et le nord jusqu'à sa rencontre avec le prolongement, vers le sud-ouest, de la ligne séparative des lots 690 et 691, ledit prolongement jusqu'à l'extrémité nord-est de cette dite ligne et de là vers le sud en suivant la limite est du lot 690 jusqu'à l'axe de la Rivière-aux-Pins pour ensuite suivre cet axe vers l'ouest jusqu'au point de départ et ériger ce territoire, ensemble avec les chemins, rues, emprise de chemin de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, en une municipalité distincte, sous le nom de "Municipalité du village de Fossambault-sur-le-Lac".

2° Pour déclarer que la "Municipalité du Village de Fossambault-sur-le-Lac" sera régie par le Code Municipal, même quant à la répartition de l'actif et du passif entre cette dernière et la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Catherine-de-Fossambault.

3° Pour rendre applicables certains articles du Code Municipal et en soustraire certains autres, qui ne pourront s'appliquer, à la Municipalité, quant à ce qui se rapporte au domicile ou à la résidence des contribuables et des électeurs; à l'établissement d'un bureau, aux sessions du conseil, aux élections et aux emprunts.

4° Pour nommer les personnes qui formeront le Conseil Municipal provisoire, jusqu'à la première élection générale, en vue de préparer cette élection.

5° Pour mettre à la charge de la Municipalité les frais, les déboursés encourus à l'occasion du présent Bill.

Québec, le 31 janvier 1949.

L'Avocat des pétitionnaires.
JACQUES DROUIN.

24169-5-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that: Jules Gingras, Industrial, Philémon Garneau, Accountant, G. H. Montmigny, Contractor, J. Roland Séguin, Industrial, J. Roger D'Avignon, Civil Employee, J. Omer Martineau, Civil Engineer,

All of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an act:

1. To detach a territory situated in the Seignior of Fossambault, actually being part of the Municipality of the Parish of St. Catherine-de-Fossambault, county of Portneuf, comprising in reference, to the official cadastre for the parish of St. Catherine all the lots or part of the lots or their subdivisions included in the following limits, namely: Starting from the intersection of the axis of Pine River with the prolongation toward the northwest, of the southwest line of the lot 604 of the seventh concession and following, successively the lines and demarcations hereafter enumerated in going toward the southeast the said prolongation and the said line, the limit northwest of the lots 446 and 447, the limit southwest of the said lot 447, the line southeast of the lot 448, the line northeast of the lot 383, the limit north of the right-of-way of the Quebec and Lake St. John railroad, the separative line of the fifth and sixth concessions, the separative line of the lots 353 and 355 and its prolongation, toward the northwest through the lot 756 and as far as the axis of Lake St. Joseph this said axis toward the northeast and the north as far as its juncture with the prolongation, toward the southwest of the separative line of the lots 690 and 691, the said prolongation as far as the extremity northeast of this said line and from there toward the south, following the limit east of the lot 690 as far as the axis of Pine River so as to follow afterwards this axis toward west as far as the starting point; and erect this territory together with the roads, streets, railroad embranchment or centre, rivers, lakes waterways or parts thereof, included in the limits above described in a separate municipality under the name of "Municipalité du Village de Fossambault-sur-le-Lac."

2. To declare that the "Municipalité du Village de Fossambault-sur-le-Lac" will be governed by the Municipal Code, even as for the assessment of the assets and liabilities between this said municipality and the Municipality of the Parish of St. Catherine-de-Fossambault.

3. For the purpose of having certain articles, amended to allow their application to the Municipality, in matters pertaining to the domicile or residence of tax-raters, to the establishment of an office, to the meetings of the Council, to elections and loans.

4. To name the persons who will compose the provisional Municipal Council until the first general election, as to prepare this election.

5. To charge to the Municipality the expenses and disbursements at the occasion of introducing the present Bill.

Quebec, January 31th 1949.

JACQUES DROUIN,
Attorney of the Petitioners.

24169-5-4-o

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 93-49.

Québec, le 11 février 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Charles de Caplan, dans le comté de Bonaventure, le lot N° 237 du rang I, et de l'annexer à la municipalité scolaire protestante de New-Richmond, même comté. Cette annexion s'appliquera pour les contribuables protestants seulement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24271-7-2 O. J. DESAULNIERS.

No. 93-49.

Quebec, February 11, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Charles de Caplan, in the county of Bonaventure, lot N° 237 of range I, and to annex it to the Protestant school municipality of New-Richmond, same county. This annexation to apply to Protestant taxpayers only.

O. J. DESAULNIERS,
24271-7-2 Superintendent of Education.

N° 1230-47

15 février 1949.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur, par l'arrêté en conseil N° 1294 en date du 29 septembre 1948, de détacher de la municipalité scolaire de Hinchinbrook, dans le comté de Huntingdon, et d'annexer, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire de Franklin, dans le même comté, les lots 36a à 46e inclusivement du rang I; les lots 35e à 46e inclusivement du rang II; les lots 31b et 32a à 44e inclusivement du rang III; les lots 1a à 9b inclusivement du rang VIII, tous du canton de Hinchinbrook, le tout conformément aux dispositions de l'article 73 de la Loi de l'Instruction publique, statuts refondus de Québec 1941, chapitre 59.

Pour le Surintendant,
24286 W. P. PERCIVAL.

No. 1230-47

February 15th, 1949.

"The Lieutenant-Governor has been pleased by order-in-council No. 1294 dated September 29th, 1948, to detach from the school municipality of Hinchinbrook, in the County of Huntingdon, and annex, for Protestants only, to the school municipality of Franklin, in the same County, lots 36a to 46e inclusive, of Range I lots 35e to 46e inclusive, of Range II; lots 31b and 32a to 44e inclusive, of Range III; lots 1a to 9b inclusive of Range VIII, all of the Township of Hinchinbrook, the whole pursuant to the provisions of section 73 of the Education Act, Revised Statutes of Quebec 1941, Chapter 59."

W. P. PERCIVAL,
24286-o For Superintendent.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par l'arrêté en conseil N° 144 en date du 10 février 1949, d'amender l'arrêté en conseil N° 877 en date du 28 mai 1947 concernant la nouvelle constitution de la commission scolaire centrale dans les comtés d'Argenteuil et de Deux-Montagnes, conformément à la requête du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, en remplaçant les membres actuels par les suivants à compter du 1er juillet 1949: "Deux membres seront nommés par une résolution des commissaires d'écoles de Lachute;

Un membre sera élu par des délégués des commissions scolaires protestantes des commissaires d'écoles ou syndics de Grenville, St. Andrews-Est, Grande Fresnière (Deux-Montagnes) et Pointe Fortune (Vaudreuil);

Un membre sera élu par des délégués des commissions scolaires protestantes des commissaires d'écoles ou syndics de Rouge River, Harrington N° 2 et Brownsburg;

Un membre sera élu par des délégués des commissions scolaires protestantes des commissaires d'écoles ou syndics de Arundel, Dunany, Gore, Mille Isles No 1, Mille Isles No 2, Mille Isles No 3, Montcalm et canton Morin;"

Le tout conformément aux dispositions de la Loi 8 George VI, chapitre 15, article 7.

Le Surintendant,
24303 O. J. DESAULNIERS.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order-in-council No. 144 dated February 10th, 1949, to amend order-in-council No. 877 dated May 28th, 1947, concerning the new constitution of the Central School Board in the Counties of Argenteuil and Two Mountains, pursuant to the request of the Protestant Committee of the Council of Education, by replacing the present membership by the following, as from July 1st, 1949:

"Two members shall be appointed by resolution of the School Commissioners of Lachute;

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of School Commissioners or Trustees of Grenville, St. Andrews East, Grande Fresnière (Two Mountains) and Pointe Fortune (Vaudreuil);

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of School Commissioners or Trustees of Rouge River, Harrington No. 2 and Brownsburg;

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of School Commissioners or Trustees of Arundel, Dunany, Gore, Mille Isles No. 1, Mille Isles No. 2, Mille Isles No. 3, Montcalm and Morin Canton;"

The whole pursuant to the provisions of the Act 8 George VI, chapter 15, section 7."

O. J. DESAULNIERS
24303-o Superintendent.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la Paroisse du Cap-de-la-Madeleine, division d'enregistrement de Champlain.

Official Cadastre of the Parish of Cap-de-la-Madeleine, Registration Division of Champlain.

Avis est par la présente donné que le lot 134-3 et partie des lots 134-2 et 134-4 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil. Québec, le 3 février 1949.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
24280-o AVILA BÉDARD.

Notice is hereby given that lot 134-3 and part of lots 134-2 and 134-4 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 3, 1949.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
24280-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 141-B du 10 février 1949, un règlement spécial du Comité conjoint des matériaux de construction, concernant le certificat de qualification, a été approuvé et substitué au règlement qui avait déjà été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4424 du 18 octobre 1945, à ce sujet.

En vertu de ladite Loi, les dispositions suivantes dudit règlement spécial ont été déclarées obligatoires.

"Certification de qualification"

Le Comité paritaire rend obligatoire le certificat de qualification pour toute personne employée comme mécanicien, ajusteur, forgeron, soudeur, monteur, aide ou apprenti dans l'industrie du fer et du bronze ornemental régie par le décret numéro 278 du 4 mars 1948."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 19 février 1949. 24283-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la Commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1343 du 29 mai 1941, et amendements, relatif au métier de coiffeur pour dames dans les cités de Montréal, Westmount, Outremont, Verdun, Lachine et les villes de Montréal-Ouest, Mont-Royal, St-Laurent, Ville St-Pierre et Ville LaSalle.

L'alinéa suivant sera ajouté à l'article XI:
"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 19 février 1949. 24293-o

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF A BY-LAW

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 141-B of February 10, 1949, a special by-law of the Building Materials Joint Committee concerning the certificate of competency has been approved and substituted for the by-law which had been approved by Order in Council number 4424 of October 18, 1945, for the same purpose.

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-law have been rendered obligatory.

"Certificate of competency"

The Parity Committee renders obligatory the certificate of competency for all persons employed as mechanic, fitter, blacksmith, welder, erector, helper or apprentice in the ornamental iron and bronze industry governed by the decree number 278 of March 4, 1948."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, February 19, 1949. 24283-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Commission of the Ladies Hairdressing Trade of Montreal has submitted to him a request to amend the decree number 1343 of May 29, 1941, and amendments, relating to the ladies hairdressing trade in the cities of Montreal, Westmount, Outremont, Verdun, Lachine and the towns of Montreal-West, Mount-Royal, St. Laurent, Ville St-Pierre and Ville LaSalle.

The following paragraph will be added to section XI:

"It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notify the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), before the date of its expiration. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, February 19, 1949. 24293-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de la Chapellerie pour Dames et Enfants dans la Province de Québec, lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 142, du 22 janvier 1947, relatif à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans l'Île de Montréal et un rayon de 50 milles de ses limites. On demande:

1° Que le paragraphe "a" de l'article III soit radié et remplacé par le nouveau paragraphe "a" suivant:

"III. Salaires minima: a) Les taux de salaires minima sont les suivants pour les salariés qualifiés de chacun des métiers ci-contre:

Métiers	Salaires hebdomadaire	Salaires horaire
Préposé au blocage à la main	\$50.20	\$1.25½
Bloqueur.....	46.40	1.16
Coupeur.....	45.20	1.13
Préposé à la couture des pail- les.....	45.20	1.13
Préposé à la couture des tis- sus.....	45.20	1.13
Drapeur.....	31.40	0.78½
Drapeur préposé aux garnitu- res.....	27.60	0.69
Préposé aux garnitures.....	25.00	0.62½

2° Que le paragraphe "g" de l'article III soit modifié en y ajoutant la clause *vii* suivante:

"vii. Nonobstant les dispositions précédentes relatives aux vacances payées, tout salarié du sexe masculin ou féminin qui a été à l'emploi de son employeur actuel pour une période de deux mois à droit, si son emploi pour cet employeur se terminait, à 2% des salaires gagnés durant la période de services lui donnant droit aux vacances, c'est-à-dire, à 2% des salaires qu'il a gagnés après le 30 juin précédent l'expiration de son emploi pour tel employeur."

3° Qu'un nouvel article VI-A, intitulé "Jours de fête payés", soit inséré dans le décret après l'article VI, comme suit:

VI-A. Jours de fête payés:

Tous les salariés assujettis au décret, sans exception, ont droit aux quatre (4) jours de fête statutaire suivants, avec paye: Vendredi Saint, Fête du Travail, Ascension et Immaculée-Conception, conformément aux dispositions suivantes:

i. Pour avoir droit à la rémunération pour ces jours de fête statutaire, un salarié doit avoir été à l'emploi de l'industrie de la chapellerie pendant une année complète, et avoir travaillé dans le même établissement les trois mois précédant le jour de fête accordé.

ii. Tout salarié absent une journée complète pendant la semaine de travail dans laquelle tombe tout jour de fête ci-haut mentionné ne recevra que 75% de la rémunération accordée pour tel jour de fête.

iii. Tout salarié absent deux journées complètes pendant la semaine de travail dans laquelle tombe tout jour de fête ci-haut mentionné ne recevra que 50% de la rémunération accordée pour tel jour de fête.

iv. Tout salarié absent plus de deux jours pendant la semaine de travail dans laquelle

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Québec has submitted to him a petition to amend the decree number 142 of January 22, 1947, relating to the women's and children's millinery industry in the Island of Montreal and a radius of 50 miles from its limits. It is requested:

1. That subsection "a" of Section III be deleted and replaced with a new subsection "a", to wit:

"III. Minimum wages: a) The minimum wage rates shall be the following in each of the various trades for skilled workers:

Trades (Crafts)	Per Week	Per hour
Hand Blocker.....	\$50.20	\$1.25½
Blocker.....	46.40	1.16
Cutter.....	45.20	1.13
Straw Operator.....	45.20	1.13
Fabric Operator.....	45.20	1.13
Draper.....	31.40	0.78½
Trimmer-Draper.....	27.60	0.69
Trimmer.....	25.00	0.62½

2. That subsection "g" of Section III be amended by adding thereto the following clause *vii*, to wit:

"vii. Notwithstanding the foregoing provisions with respect to "Vacation with Pay", every male and female employee who has been employed by his present employer for a period of two months shall, in the event of termination of his employment with such employer, be entitled to 2% of the wages earned during the period of service entitling him to his vacation, that is, 2% of the wages earned by him after the 30th of June preceding his termination of employment with such employer."

3. That a new Section VI-A, entitled "Holidays with Pay", be inserted in the Decree after Section VI thereof, to wit:

VI-A. Holidays with pay:

All employees coming under the jurisdiction of this Decree, with no exception, shall be granted the following four (4) legal holidays with pay, to wit: Good Friday, Labour Day, Ascension Day, and Immaculate Conception, subject to the following conditions:

i. To qualify for such payment for legal holidays, an employee must be employed in the millinery industry for one full year, and must work in the same shop for a minimum period of three months prior to the granting of any of the holidays aforesaid.

ii. Any employee who is absent for one full day during the work week in which any of the aforesaid holidays fall, shall be entitled to receive only 75% of the pay granted for such holiday.

iii. Any employee who is absent for two full days during the work week in which any of the aforesaid holidays fall, shall be entitled to receive only 50% of the pay granted for such holiday.

iv. Any employee who is absent for more than two days during any work week in which

tombe tout jour de fête ci-haut mentionné ne recevra aucune rémunération pour tel jour de fête.

Toutefois, toute période de chômage (layoff) voulue par l'employeur et toute absence due à l'incapacité causée par maladie ne doivent pas être considérées comme absences pour les fins de cet article."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 février 1949.

24292-0

any of the aforesaid holidays fall, shall not receive any pay for such holiday.

However, layoff from employment by the employer and absence due to incapacity caused by sickness shall not be deemed to be absences within the meaning of this section."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 19, 1949.

24292-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint des Tanneries et Corroieries de la Province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 523 du 5 février 1940, et amendements, relatif aux tanneries et corroieries dans la province de Québec. On demande:

1° Que les noms des employeurs suivants: "Albert Racine, Québec; Sun Leather Corporation, Québec; Champlain Leather Company Limited, Québec; National Tanning Corporation, 6525 Waverley, Montréal; La Compagnie de Chaussures Acton, Acton Vale, Que." apparaissant comme partie de deuxième part, soient radiés, étant donné que ces derniers n'existent plus comme tanneurs dans la Province de Québec.

2° Que le paragraphe intitulé "Zone I" de l'article II soit abrogé et remplacé par le suivant:

"Zone I: L'Île de Montréal, la cité de Québec, et les cités, villes et municipalités situées, en entier ou en partie, à une distance de 10 milles et moins des limites les plus rapprochées de l'Île de Montréal ou de la cité de Québec".

3° Que le paragraphe intitulé "Catégorie II" de l'article III soit amendé en ajoutant après le mot "gardiens" les mots "dont le nombre est limité à deux (2) par établissements";

4° Que le premier alinéa de l'article V soit amendé en ajoutant après les mots "ci-après mentionnées" les mots "et le minimum horaire prévu doit être payé au salarié pour chacune de ses heures de travail suivant sa classe."

5° Que le paragraphe intitulé "Catégorie II" de l'article V soit abrogé et remplacé par le suivant:

"Mêmes taux que ceux de la catégorie IV, classe A";

6° Que l'article V-A soit abrogé et remplacé par le suivant:

"V-A. Dispositions particulières: L'employeur qui, sous prétexte de manque de travail, suspend un salarié dans l'exécution de son occupation, ouvrage ou opération, ne pourra par la suite faire exécuter cette occupation, ouvrage ou opération par un salarié de classe inférieure à celui suspendu."

7° Que le paragraphe intitulé "Catégorie I" de l'article VI soit amendé en enlevant la répartition des heures de travail, de façon à ce que ce paragraphe ne comporte que les mots "60 heures;"

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec has submitted to him a petition to amend the decree number 523 of February 5, 1940, and amendments, relating to the tanners and curriers of the Province of Quebec. It is requested:

1. That the name of the following employers: "Albert Racine, Quebec; Sun Leather Corporation, Quebec; Champlain Leather Company Limited, Quebec; National Tanning Corporation, 6525 Waverley, Montreal; The Acton Shoe Company, Acton Vale, Que." mentioned as party of the second part, be stricken off because they do not operate any more as tanners in the Province of Quebec.

2. That the subsection headed "Zone I" in section II be deleted and the following substituted therefor:

"Zone I: The Island of Montreal, the City of Quebec and the cities, towns and municipalities situated, in whole or part, within a distance of 10 miles and less from the nearest limits of the Island of Montreal or of the City of Quebec."

3. That the subsection headed "Category II" in section III be amended by adding, after the word "Watchmen", the words "the maximum number of which shall be two (2) per establishment".

4. That the first paragraph of section V be amended by adding, after the words "hereafter mentioned", the words "and the minimum hourly rate provided for shall be paid to the employee for every hour worked, according to his class".

5. That the subsection headed "category II" in section V be deleted and the following substituted therefor:

"The same rates as those of category IV, class A".

6. That section V-A be deleted and the following substituted therefor:

6. V-A. Special provisions: The employer who, for reason of lack of work, lays off an employee from his occupation, work or operation shall not, thereafter, have such occupation, work or operation executed by an employee of a lower class than that of the laid-off employee."

7. That the subsection headed "category I" in section VI be amended by deleting the distribution of working hours and leaving but the words "60 hours".

8° Que le paragraphe intitulé "Catégorie II" de l'article VI soit amendé en y ajoutant ce qui suit:

"Le travail d'un gardien doit être exécuté les dimanches, les jours fériés ou entre six heures du soir et sept heures du matin les autres jours. Pendant l'exécution de son travail, un gardien, sans perdre sa qualification comme tel, peut travailler le cuir, à la condition que ce travail du cuir ne dépasse pas quinze heures hebdomadaires."

9° Que le paragraphe 1 de l'article VIII-B soit amendé:

1°) En remplaçant les mots "1er janvier 1949 ou au 1er janvier" par les mots "31 décembre 1948 ou au 31 décembre";

2°) En remplaçant les mots "cinq (5) ans" par les mots "trois (3) ans".

10° Que le paragraphe 3 de l'article VIII-B soit amendé en remplaçant les mots "les douze mois" par les mots "le mois de janvier".

11° Que l'article XVIII soit remplacé par le suivant:

"XVIII. *Salaires*: Les salaires devront être payés entièrement en deniers ayant cours légal dans cette province et régulièrement, une fois la semaine."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

LE Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 février 1949.

24309-0

8. That the subsection headed "Category II" in section VI be amended by adding the following thereto:

"The work of a watchman shall be done on Sunday, days kept as holidays or between 6.00 p.m. and 7.00 a.m. the other days of the week. During the carrying out of his work, a watchman, without prejudice to his qualification as such, may work leather providing that such leather working does not exceed fifteen hours, weekly."

9. That subsection 1 of section VIII-B be amended:

1. By replacing the words "January 1st, 1949, or January 1st" with the words "December 31, 1948, or December 31";

2. By replacing the words "five (5) years" with the words "three (3) years".

10. That subsection 3 of section VIII-B be amended by replacing the words "within the twelve months" with the words "in the month of January".

11. That section XVIII be replaced by the following:

"XVIII. *Wages*: The wages shall be paid entirely with money that is current in this province, and regularly once a week."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 19, 1949.

24309-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 246 du 26 février 1948, et amendements, relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec:

1° Ajouter les mots "en cuir" à la suite des mots "Mitaines et Gants Fins" de la première phrase de l'article II.

2° Les alinéas 1 et 2 du paragraphe "c" de l'article IV seront remplacés par les suivants:

"1. *Employés du sexe masculin travaillant à la pièce*: \$0.517 de l'heure en plus des taux réguliers désignés aux articles VIII et X du présent décret.

2. *Employées du sexe féminin travaillant à la pièce*: \$0.242 de l'heure en plus des taux réguliers désignés aux articles VIII et X du présent décret.

3. *Employés du sexe masculin et du sexe féminin travaillant à un taux horaire ou hebdomadaire*: salaire équivalent à temps et demi."

3° L'article V sera remplacé par le suivant:

Vacances et fêtes chômées: a) Tout employé qui est au service continu d'un employeur depuis cinq ans et plus ou qui durant ce temps a travaillé régulièrement dans une même fabrique pour plusieurs employeurs a droit à deux semaines de vacances et doit recevoir une rémunération équivalente à quatre pour cent (4%) du montant de salaire total gagné pendant la période d'un an précédant le premier juin de chaque année.

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 246 of February 26, 1948, and amendments, relating to the fine glove industry in the province of Quebec.

1. The word "leather" will be added after the words "and cutting off" mentioned in the first sentence of section II.

2. Paragraphs 1 and 2 of subsection "c" of section IV will be replaced by the following ones:

"1. *Male employees* paid on a piece-work basis: \$0.517 per hour over and above the regular rates mentioned in sections VIII and X of the present decree.

2. *Female employees* paid on a piece-work basis: \$0.242 per hour over and above the regular rates mentioned in sections VIII and X of the present decree.

3. *Male and female employees* paid on an hourly or weekly basis: time and one half."

3. Section V will be replaced by the following:

"V. *Vacation and days kept as holidays*: a) Every employee who has been in the continuous service of an employer for five years or more or who, during such period, has worked regularly in a same establishment for more than one employer is entitled to a vacation of two weeks and to a remuneration equivalent to four per cent (4%) of the total amount of wages earned during the period of one year prior to June 1st of each year.

b) Tout employé qui est au service continu d'un employeur depuis une période variant de trois à cinq ans exclusivement ou qui durant ce temps a travaillé régulièrement dans une même fabrique pour plusieurs employeurs a droit à une semaine et demie de vacances et doit recevoir une rémunération équivalente à trois pour cent (3%) du montant de salaire total gagné pendant la période d'un an précédant le premier juin de chaque année.

c) Tout employé qui est au service d'un employeur depuis moins de trois ans a droit à une semaine de vacances et doit recevoir une rémunération équivalente à deux pour cent (2%) du montant de salaire total gagné pendant la période d'un an précédant le premier juin de chaque année.

d) La première semaine de vacances prend effet entre le premier juin et le premier septembre, et l'autre semaine ou demi-semaine, suivant le cas, entre le quinze novembre et le trente-et-un décembre.

Ces vacances sont obligatoires et, durant cette période de vacances, il sera interdit à l'employé de travailler d'une façon quelconque dans l'industrie de la Ganterie.

e) Le montant dû pour vacances doit être remis à l'employé avant son départ en vacances.

Si cet employé a droit à quatre pour cent (4%) du salaire gagné pendant la période d'un an précédant le premier juin, il en recevra la moitié lors de sa première semaine de vacances et l'autre moitié lors de sa deuxième semaine de vacances.

S'il a droit à trois pour cent (3%) il en recevra les deux tiers pour la première semaine de vacances et le tiers pour l'autre demi-semaine.

S'il n'a droit qu'à deux pour cent (2%) il le recevra en entier lors de sa semaine de vacances.

f) Tout employé qui durant la période d'un an précédant le premier juin a travaillé pour plusieurs employeurs assujettis à ce décret et qui, au premier juin de l'année courante, est toujours à l'emploi de l'un d'eux, recevra de chacun de ces employeurs la part qui lui revient pour ses vacances. Dans ce cas chaque employeur lui remettra une rémunération équivalente à deux pour cent (2%), ou trois pour cent (3%), ou quatre pour cent (4%), selon le cas, du total gagné en salaire durant le temps où cet employé a été à son emploi.

g) Tout employé qui est obligé d'aller travailler dans une autre industrie à cause du manque d'ouvrage doit tout de même recevoir deux pour cent (2%), ou trois pour cent (3%), ou quatre pour cent (4%), selon le cas, du montant total du salaire qu'il a gagné dans la période ci-haut désignée avec l'employeur qu'il a laissé.

h) Tout employé qui volontairement laisse définitivement l'industrie de la Ganterie de la province de Québec avant le premier juin de l'année courante n'a pas droit à ses vacances.

i) Le Vendredi Saint, la fête de la Saint-Jean-Baptiste et la fête du Travail sont des congés payés. Cependant si la fête de la Saint-Jean-Baptiste tombe un dimanche le congé ne sera pas payé. Si elle tombe un samedi qui est habituellement un jour de travail, l'employé a droit à un demi congé payé. Pour avoir droit à ces congés, l'employé doit avoir été à l'ouvrage au cours des cinq jours précédant ces fêtes. En guise de rémunération, l'employé recevra pour chaque congé quatre dixièmes de un pour cent (4/10 de 1%) du salaire qu'il a gagné durant les douze mois précédant le premier juin

b) Every employee who has been in the continuous service of an employer for a period of three to five years exclusively or who, during such period, has worked regularly in a same establishment for more than one employer is entitled to a vacation of one week and a half and to a remuneration equivalent to three per cent (3%) of the total amount of wages earned during the period of one year prior to June 1st of each year.

c) Every employee who has been in the service of an employer for less than three years is entitled to a vacation of one week and to a remuneration equivalent to two per cent (2%) of the total amount of wages earned during the period of one year prior to June 1st of each year.

d) The first week of vacation is to be taken between June 1st and September 1st; the second week or half week, as the case may be, between November 15 and December 31.

These are compulsory vacations and, for their entire duration, no employee is to work, in any way, in the glove industry.

e) The amount owed as vacation pay shall be remitted to the employee before he goes on his vacation.

If such employee be entitled to four per cent (4%) of the wages earned during the period of one year prior to June 1st, he shall receive half the amount at the time of his first vacation week and the other half at the time of his second vacation week.

If he is entitled to three per cent (3%), he shall receive the two thirds thereof for the first vacation week and the third, for the other half-week.

If he is entitled to but two per cent (2%), he shall receive it all at the time of his week of vacation.

f) Every employee who, during the period of one year prior to June 1st, has worked for more than one employer governed by this decree and who, on June 1st of the current year, is still employed by one such employer shall receive from each employer the portion owed to him as vacation pay. In that event, each employer shall pay him a remuneration equivalent to two per cent (2%), or three per cent (3%), or four per cent (4%), as the case may be, of the total wages earned by the employee while in his employ.

g) Every employee who has to work in another industry for want of work in the glove industry remains entitled to two (2), three (3) or four (4) per cent, as the case may be, of the total amount of wages earned by him during the period hereabove designated with the employer which he has left.

h) Every employee who willingly and definitely leaves the glove industry of the Province of Quebec before June 1st of the current year is not entitled to any vacation.

i) Good Friday, St. Jean Baptiste Day and Labour Day shall be kept as holidays. However, when St. Jean Baptiste Day falls on Sunday the holiday shall not be paid. If it falls on Saturday which generally is a work day, the employee is entitled to half a day off. To be entitled to these holidays the employee shall have been at work the five days prior to these holidays. As a remuneration, the employee shall receive, for each holiday, four tenths of one per cent (4/10 of 1%) of the wages earned by him during the twelve months prior to June 1st, as established for the computing of vacation

tel qu'établi pour le calcul des vacances. En cas de demi congé, il recevra deux dixièmes de un pour cent (2/10 de 1%) du montant de salaire ainsi gagné. Si un employé n'a pas de base annuelle pour le calcul de vacances payées, les congés payés seront basés proportionnellement aux quatre semaines précédentes de salaire.

4° Les taux de salaires des articles VIII et X seront majorés de dix pour cent (10%).

5° Le premier paragraphe de l'article XV sera remplacé par le suivant:

"Le présent décret est valable à compter du premier avril 1949 et demeure en vigueur jusqu'au trente-et-un décembre 1949."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 février 1949.

24310-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 142, du 22 janvier, 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 141, du 10 février 1949, section "A", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 15 février 1949 au 15 février 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité Paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au Comité Paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité Paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité Paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité Paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité Paritaire le ou avant le

pay. In the event of half-holidays, he shall receive two tenths of one per cent (2/10 of 1%) of the amount of wages so earned. Should there be no annual basis for the computing of vacation with pay, the holidays with pay shall be computed upon the wages of the four preceding weeks."

4. The wage rates mentioned in sections VIII and X, excepting operation 482, will be increased by ten per cent (10%).

5. The first paragraph of section XV will be replaced by the following:

"The present decree comes into force on April 1, 1949, and remains in full effect until December 31, 1949."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 19, 1949.

24310-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec, established under decree number 142, of January 22, 1947, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 141 of February 10, 1949, part "A", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. Levy

The period of levy shall extend from February 15th 1949 to February 15th 1950, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one per cent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of the fixed wages and of the percentage paid to their employees.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one per cent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of their fixed wages and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have these forms filled in and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee may have the said report sworn in every time it deems it advisable.

The report, together with the levies, shall be sent to the Parity Committee on or before the

10 du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

10th day of the month following that for which the report is required.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité Paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec pour la période comprise entre le 15 février 1949 et le 15 février 1950.

LE COMITÉ CONJOINT DE LA CHAPELLERIE POUR DAMES ET ENFANTS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

Montréal, P.Q.

État des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 15 février 1949 et le 15 février 1950.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels: ($\frac{1}{2}$ de 1%)	\$ 7,000.00
Cotisations des salaires: ($\frac{1}{2}$ de 1%)	7,000.00
	\$14,000.00

Dépenses:

Loyer, téléphone, électricité.	\$ 950.00
Taxes d'eau et d'affaires.	55.00
Salaires de l'inspecteur et de l'inspecteur adjoint.	3,700.00
Dépenses générales et autres des inspecteurs.	850.00
Salaires au bureau.	2,750.00
Salairé du secrétaire.	875.00
Frais d'administration.	3,600.00
Honoraires du vérificateur.	240.00
Dépenses du bureau, timbres, papeterie, impressions, dépenses générales, etc.	400.00
Frais légaux.	250.00
Ameublement.	200.00
Dépenses diverses imprévues.	130.00
	\$14,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 19 février 1949. 24282-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Commerce de Détail de Mégantic établi en exécution du décret numéro 164, du 12 février 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrête en conseil numéro 141 du 10 février 1949, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisations s'étend du 21 février 1949 au 21 février 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

3. Financial report

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the period between February 15th 1949 and February 15th 1950.

JOINT COMMITTEE OF THE MILLINERY AND WOMEN'S AND CHILDREN'S HEADWEAR INDUSTRY, FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Montreal, P.Q.

Estimate of receipts and disbursements for the period between February 15th 1949 and February 15th 1950.

Receipts:

Levy upon the professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1%)	\$ 7,000.00
Levy upon the employees ($\frac{1}{2}$ of 1%)	7,000.00
	\$14,000.00

Disbursements:

Rent, Telephone, Light services.	\$ 950.00
Water and Business Taxes.	55.00
Inspector's and Deputy-Inspector's wages.	3,700.00
Inspector's general and other expenses.	850.00
Office salaries.	2,750.00
Secretary's wages.	875.00
Administration remuneration.	3,600.00
Auditor's fees.	240.00
Offices expenses, stamps, stationery, printing, general expenses, etc.	400.00
Legal fees.	250.00
Furniture.	200.00
Miscellaneous expenses unforeseen.	130.00
	\$14,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 19, 1949. 24282-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité paritaire du Commerce de Détail de Mégantic" formed under decree number 164 of February 12, 1948, has been authorized by a by-law approved by order-in-council number 141 of February 10, 1949, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from February 21, 1949, to February 21, 1950; it shall be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 164 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 164 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen fixé par le comité, soit \$24.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 164 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le quinze du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assèmentation du dit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du commerce de détail de Mégantic, pour la période comprise entre le 21 février 1949 et le 21 février 1950.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE MÉGANTIC

États des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 21 février 1949 et le 21 février 1950.

Recettes:	
Cotisation ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$450.00
Artisans	100.00
Salariés.	450.00
	\$1,000.00

a) The professional employers governed by the decree number 164 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay-roll (regular wages, bonuses, allowances and percentages) for their employees governed by the decree

b) The artisans governed by the decree number 164 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the mean wage rate set by the Committee, i.e., \$24.00 per week.

c) The employees governed by the decree number 164 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right the exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five days' notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following fixed dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of "Le Comité paritaire du Commerce de Détail de Mégantic" for the period comprised between February 21, 1949, and February 21, 1950.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE MÉGANTIC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 21, 1949, and February 21, 1950.

Receipts:	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$450.00
Artisans	100.00
Employees	450.00
	\$1,000.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire.....	\$600.00
Frais de déplacements de l'inspecteur.....	85.00
Frais légaux.....	50.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes.....	100.00
Vérification des livres.....	60.00
Assurances et frais de cautionnement.....	5.00
Dépenses diverses et imprévues.....	100.00
	\$1,000.00

<i>Disbursement:</i>	
Salaries:	
Secretary.....	\$600.00
Travelling expenses of inspector.....	85.00
Legal fees.....	50.00
Stationery, printing, postage, telephone, telegrams.....	100.00
Audition.....	60.00
Insurance and fidelity bond.....	5.00
Miscellaneous and unforeseen expenses.....	100.00
	\$1,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 février 1949. 24284-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 19, 1949. 24284-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au Détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 1658, du 17 mai, 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 106, du 3 février 1949, section "B", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 28 février 1949 au 28 février 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1658 et ses amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par le décret numéro 1658 et ses amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec, formed under decree number 1658, of May 17, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 106 of February 3, 1949, part "B" pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of assessments extends from February 28, 1949, to February 28, 1950, and applies as follows:

a) The professional employers governed by decree number 1658, and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the decree number 1658, and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate set in the said decree for employees of similar occupations

2. Collection

Assessments shall be paid every month, between the 1st and the 10th day of the month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee a complete report on forms supplied by the said Committee giving the name in full and address of every employee in his employ, the latter's competency or classification, the number of regular or overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

This report shall be signed by the professional employer and sent to the Parity Committee, together with assessments owed by the said professional employer and his employees; all such sums shall be paid with money that is current in this Province.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assertion mensuelle des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. Rapport financier

3. Financial report

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le comité paritaire du commerce de l'Alimentation au détail à Québec, pour la période comprise entre le 28 février 1949 et le 28 février 1950.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec for the period between February 28, 1949, and February 28, 1950.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'ALIMENTATION AU DÉTAIL À QUÉBEC

BUDGET OF THE RETAIL FOOD TRADE PARITY COMMITTEE OF QUEBEC

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 28 février 1948 et le 28 février 1950.

Estimate of the receipts and expenses for the period between February 28, 1949, and February 28, 1950.

Recettes:

Cotisations: (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$10,425.00
Salariés	10,425.00
Pénalités	150.00
	\$21,000.00

Dépenses:

Administration	\$ 6,300.00
Salaire des inspecteurs	6,250.00
Frais de déplacements des inspecteurs	450.00
Bureau des Examineurs	600.00
Loyer	1,600.00
Frais judiciaires et professionnels	2,200.00
Impression	700.00
Papeterie	250.00
Ameublement et agencement	250.00
Intérêt et échange	50.00
Jetons de présence	1,200.00
Poste, téléphone, télégraphe	600.00
Divers	550.00
	\$21,000.00

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional Employers	\$10,425.00
Employees	10,425.00
Penalties	150.00
	\$21,000.00

Expenses:

Administration	\$ 6,300.00
Inspectors' salaries	6,250.00
Travelling expenses of inspectors	450.00
Board of examiners	600.00
Rent	1,600.00
Judicial and professional fees	2,200.00
Printing	700.00
Stationery	250.00
Equipment and fixtures	250.00
Interest, exchange	50.00
Meeting expenses	1,200.00
Postage, telephone and telegraph	600.00
Miscellaneous	550.00
	\$21,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY

Ministère du Travail,
Québec, le 12 février, 1949 24285-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 12, 1949. 24285-o

Département du Trésor Assurances

Treasury Department Insurance

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Attendu que les membres de La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière, ont décidé, le 16 mai 1948, de liquider ladite compagnie et de ne plus accepter de nouveaux membres à compter du 1er juillet 1948; et,

Whereas the members of La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Jean-Deschaillons, county of Lotbinière, have decided, the 16th of May 1948, to go into the liquidation of the said company and to accept no more new members as from the 1st of July 1948; and,

Attendu que cette liquidation, d'après le rapport du liquidateur de la compagnie a été complétée le 31 janvier 1949;

Whereas this liquidation, following the report of the liquidator of the company, has been completed the 31st of January 1949;

En conséquence, avis est donné par les présentes que le permis et certificat d'enregistrement numéro 406 de La Compagnie d'assurance mu-

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registry number 406 of La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu

tuelle contre le feu de la paroisse de St-Jean-Deschaillons est annulé à compter du 31 janvier 1949.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 7 février 1949.

Pour le Trésorier de la Province,

GEORGES LAFRANCE,

24225-6-2-o

Surintendant des Assurances.

de la paroisse de St-Jean-Deschaillons is cancelled as from the 31st of January 1949.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 7th of February 1949.

For the Treasurer of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

24225-6-2-o

Superintendent of Insurance.

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes du comté de Labelle publié dans la *Gazette officielle de Québec*, le 22 janvier 1949, page 276, et le 29 janvier page 350; concernant le Canton Joly, le 22 page 276 et le 29 page 350, lire: 7a, 7b, 7c, 8a, 8b, 8c, Rg. I, au lieu de 7 et 8. Rg. I; 6a, 6b, 6c, 7a, 7b, 7c, 8a, 8b, 8c, 9a, 9b, 9c, 10a, 10b, 10c, Rg. G au lieu de 6, 7, 8, 9 et 10. Rg. G; 13a, 13b, Rg. H au lieu de 13. Rg. H; 16a, 16b, 16c, Rg. H au lieu de 16. Rg. H; 15a, 15b, 16a, 16b, Rg. J au lieu de 15 et 16. Rg. J; 14a, 14b, Rg. H au lieu de 14. Rg. H; Concernant le Canton Marchand: le 22, page 277 et le 29, page 351, lire: 8a, 8b, Rg. 8 au lieu de 8, rang 8;

Concernant le Canton Turgeon: le 22 à la page 277 et le 29 à la page 351, lire: 89, 90a du Rg. B au lieu de 89 90 Rg. A. Concernant le Canton Kiamika, le 22, page 277 et le 29 page 351, lire: 11a, 11b, 12a, 12b, Rg. Sud. Ch. Chapleau au lieu de 11 & 12. Concernant le Canton Boyer, le 22 page 277 et le 29 page 351, ajouter: Nos. 25a, 25b, Rg. 6, Adrien Léonard, pr. taxe \$2.39.

Le Sec.-Trés. du comté de Labelle,

24289-o

P. MORISSETTE.

In the Notice of sale for taxes of the county of Labelle published in the *Quebec Official Gazette*, the 22nd January 1949 on page 276 and the 29th January, page 350, concerning Joly township, the 22nd, page 276, and the 29th page 350 please read: 7a, 7b, 7c, 8a, 8b, 8c, Rg. I instead of 7 & 8, Rg. I; 6a, 6b, 6c, 7a, 7b, 7c, 8a, 8b, 8c, 9a, 9b, 9c, 10a, 10b, 10c, Rg. G instead of 6, 7, 8, 9, 10, Rg. G; 13a, 13b, Rg. H instead of 13, Rg. H; 16a, 16b, 16c, Rg. H instead of 16, Rg. H; 15a, 15b, 16a, 16b, Rg. J instead of 15 and 16, Rg. J; 14a, 14b, Rg. H instead of 14, Rg. H. Concerning Marchand township: the 22nd, page 277 and the 29th, page 351, please read: 8a & 8b, Rg. 8 instead of 8, Rg. 8.

Concerning Turgeon township, the 22nd, page 277 and the 29th, page 351, please read 89, 90a, Rg. B instead of 89 and 90, Rg. A. Concerning Kiamika township, the 22nd, page 277 and the 29th, page 351, please read: 11a, 11b, 12a, 12b, Rg. South Chapleau Rd, instead of: 11 & 12. Concerning Boyer township, the 22nd, page 277 and the 29th, page 351, please add: Nos. 25a, 25b, Rg. 6, Adrien Léonard, Pr. taxes. \$2.39.

P. MORISSETTE,

24289-o

Secy.-Treas. of Labelle County.

Greffes de notaire

Avis est, par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Léopold Pharand, notaire demeurant et exerçant à St-Polycarpe, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me J. R. Ouimet, notaire décédé.

Montréal, 19 février 1949.

Le Secrétaire-trésorier de la

Chambre des Notaires,

24273-o

ARTHUR COURTOIS.

Notarial Record

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Léopold Pharand, Notary residing and practising at St. Polycarpe, Judicial District of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me J. R. Ouimet, deceased Notary.

Montreal, February 19th, 1949.

ARTHUR COURTOIS,

Secretary-Treasurer of the

Board of Notaries.

Lettres patentes annulées

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 121, en date du 10 février 1949, adopté sous l'autorité des dispositions de l'article 4 de la loi 10, George VI, chapitre 48, l'annulation des lettres patentes des compagnies mentionnées ci-après a été décrétée, à savoir:

Nom de la Compagnie:

Name of the Company:

Coronet Club (Corporation)
Dalhousie Investments Limited
Damascus Social Club Inc.
Daylight Fixtures Limited.

Constituée le:

Incorporated on:

21 avril 1938
7 septembre 1929.
2 mai 1939
21 novembre 1939

Siège social:

Head Office

Montréal
Montréal.
Montréal.
Montréal.

Letters Patent Annulled

Notice is hereby given that in virtue of Order in Council N° 121, bearing date the 10th of February, 1949, adopted under authority of the provisions of section 4 of the Act 10, George VI, chapter 48, the annulment of the letters patent of the companies hereinafter mentioned, has been enacted, to wit:

De Duke Laboratories Limited.	11 mars 1940	Montréal.
Décarie et Lefebvre Limitée	26 mars 1930	Chandler.
Delahey Export Company Incorporated	2 décembre 1935	Montréal.
N. Delorme Incorporée — N. Delorme Incorporated	12 avril 1934	Montréal.
Delta Realities Limited	8 janvier 1937	Montréal.
Diamond Recreation Club, Inc.	2 mai 1939	Montréal.
Direct Agencies Incorporated	15 novembre 1926	Montréal.
Direct Finance Corporation	7 mars 1935	Montréal.
Ditton Gold Mines Syndicate Limited	18 juillet 1933	Montréal.
(No personal liability)		
Dominion Utilities Corporation	18 janvier 1930	Montréal.
The Dover Company Incorporated	4 mai 1937	Montréal.
Downtown Athletic Club Limited	19 janvier 1933	Montréal.
Dubé Sporting Club	30 mai 1936	Montréal.
Wilfrid Dubois, Incorporée	4 mars 1936	Québec.
Dufay Development Company Limited	30 janvier 1939	Montréal.
(No Personal Liability)		
P. Dugal & Fils Ltée	30 mars 1937	Québec.
J. E. E. Dulong, Limitée	31 octobre 1939	Montréal.
Duparquet Development Syndicate Ltd.	23 mars 1928	La Sarre, P.Q.
Durbar Mine Limited.	6 juillet 1937	Rouyn.
Fournier Limitée	6 février 1912	Lachine.
La Compagnie Fournier, Limitée	29 juillet 1913	Lachine.
A. Asch Company Limited	27 septembre 1937	Montréal.
Canadian Real Estate Company Limited — La Compagnie Immobilière Canadienne Limitée	26 janvier 1927	Montréal.
Compagnie de Construction Rurale Ltée	8 mars 1938	Québec.
Daubree Gold Mines Limited	23 novembre 1936	Montréal.
(No Personal Liability)		
Garage Monkland Limitée — Monkland Garage Limited	13 août 1934	Ville St-Laurent.
Grand 5c to \$1.00 Stores Incorporated	24 mars 1934	Montréal.
Guardian Incorporated.	31 janvier 1934	Montréal.
Hochelaga Mining Corporation	1 juin 1938	Montréal.
(No Personal Liability)		
Hôtel Beauceville, Limitée	31 mai 1940	Beauceville est, district de Beauce.
Hôtel Sportif (Limitée)	11 janvier 1940	Pointe-Gatineau, comté de Hull.
The Industrial Land Company of Montreal.	9 juillet 1912	Montréal.
L'Industrielle de Beauceville, Limitée	27 mai 1912	Beauceville.
Les Industries du Cap Ltée — Cape Industries Ltd.	4 août 1939	Chicoutimi.
International Sporting Association.	8 octobre 1931	Montréal.
Island City Realty Incorporated	19 avril 1911	Montréal.
Kala Construction Co. Ltd	29 octobre 1934	Montréal.
O. Lavoie & Fils Limitée — O. Lavoie & Son Limited	19 février 1923	Montréal.
Lexel Products Corporation Ltd.	10 mai 1932	Québec.
The Lightning Cashier Company	7 juillet 1905	Montréal.
Local Sand Limited	11 avril 1940	St-Christophe de Pont-Viau.
Douglas C. Lyall Inc.	26 juin 1939	Montréal.
McMahon Bros, Limited	7 avril 1914	Montréal.
Maison St. Hubert Inc.	12 juin 1933	Montréal.
Mitchells Women's Wear Ltd.	8 janvier 1937	Montréal.
The Montreal City & District Realty Company.	16 mai 1911	Montréal.
Mount Realities Limited.	2 janvier 1932	Montréal.
New Era Fashions Inc	9 décembre 1937	Montréal.
Club des Marchands Limitée	6 août 1936	Québec.
Montréal-Foncier, Limitée.	21 novembre 1913	Montréal.
North Atlantic Sea Food Limited	22 octobre 1940	Montréal.
Northmount Land Co.	6 mars 1906	Montréal.
Outremont & Rosemont Limitée	22 septembre 1927	Lambton, cté Frontenac.
Oxford Lingerie Limited	21 juin 1939	Montréal.
The Park Realty Company	1 avril 1922	Sherbrooke.
Parmont Development and Mining Syndicate Limited.	28 août 1939	Montréal.
Les Phosphates Français Limitée — The French Phosphates Limited.	17 juillet 1926	Québec.
Pilsener Beer Limited	23 avril 1927	Montréal.
Plaindor Mines Company	4 avril 1936	Montréal.
(No Personal Liability)		
Le Prêt Ouvrier, Limitée	28 février 1913	Montréal.
Les Produits Laitiers Laurentide Limitée	29 mars 1939	Québec.
Punde & Boehm, Inc.	5 juillet 1932	Montréal.
Quebec Bio-Reduction Company Ltd	9 juillet 1935	Montréal.
Regent Films Inc.	11 avril 1934	Montréal.
Rice's Departmental Store Ltd.	16 avril 1930	Rouyn.

Sabbatino Construction Company Limited	9 novembre 1936	Montréal.
Sanat Realities Incorporated	18 mai 1938	Montréal.
Senémeux Dery, Limitée	19 octobre 1933	Montréal.
Senneville Country Club, Incorporated.	28 décembre 1918	Montréal.
Service-Protection (Incorporée)	21 juillet 1939	Montréal.
Shield Mining Company Limited	5 juin 1936	Noranda.
(No Personal Liability)		
Sleepex Limitée — Sleepex Limited	15 avril 1940	Montréal.
Southern Sportswear Limited	27 octobre 1936	Montréal.

Le Procureur général de la province de Québec,
L'Assistant-procureur général,
24281-o L. DÉSILETS.

The Attorney General of the Province of Quebec,
L. DÉSILETS,
24281-o Deputy Attorney General.

Liquidations, avis de

Avis est donné que, lors d'une assemblée des actionnaires de la compagnie "The S.N.P. Company Ltd." — "La Compagnie S.N.P. Ltée", tenue le 1er octobre 1948, il a été décidé par résolution de liquider volontairement les affaires de ladite compagnie, et de la dissoudre, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chapitre 278, et que, à ces fins, le major Simon-Georges Parent, avocat, a été nommé seul liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le neuf février 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24268-o JEAN BRUCHÉSI.

QUEBEC VETERAN'S MUTUAL BENEFIT SOCIETY

Avis public est, par les présentes, donné que les membres du bureau de direction de la société "Quebec Veterans' Mutual Benefit Society," à une assemblée spéciale tenue à Montréal le 5ième jour de janvier 1949, ont adopté une résolution pour convoquer une assemblée générale spéciale devant être tenue à Montréal, au siège social de la société, 1191 rue de la Montagne, à 8 heures p.m. le 27 mars 1949, à la fin d'étudier l'opportunité de liquider les affaires de ladite société "Quebec Veterans' Mutual Benefit Society" et nommer M. Harrison C. Hayes, comptable, de la cité de Montréal, liquidateur pour cette liquidation, la nomination devant prendre effet le 5ième jour de janvier 1949, et la société "Quebec Veterans' Mutual Benefit Society" ayant cessé d'émettre des contrats ou d'accepter tout membre à compter du 5ième jour de janvier 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
24220-6-2 K. L. WOOLEY.

Notice is hereby given that at a meeting of the shareholders of "The S.N.P. Company Ltd." — "La Compagnie S.N.P. Ltée", held on the 1st of October, 1948, it was decided, by resolution, to voluntarily wind-up the affairs of the said company, and to dissolve it, pursuant to the provisions of the Winding-Up Act, (R.S.Q., 1941, chapter 278,) and that, for such purpose, Major Simon-Georges Parent, advocate, was appointed sole liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of February, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24268 Under Secretary of the Province.

QUEBEC VETERANS' MUTUAL BENEFIT SOCIETY

Public notice is hereby given that the Board of Directors of the "Quebec Veterans' Mutual Benefit Society," at a special meeting held in Montreal on the 5th day of January, 1949, have adopted a resolution calling a special general meeting to be held in Montreal, at the head office of the Society, 1191 Mountain Street, at 8.00 o'clock P.M. on March, 1949, in order to study the opportunity of winding up the affairs of said "Quebec Veterans' Mutual Benefit Society" and of appointing Mr. Harrison C. Hayes accountant of the City of Montreal, Liquidator, for such winding up, the appointment to take effect on the 5th day of January 1949, and the "Quebec Veterans' Mutual Benefit Society" having ceased to issue contracts or accept any members as from the 5th day of January, 1949.

* K. L. WOOLLEY,
24220-6-2-o Secretary-Treasurer.

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU que le conseil municipal de la Ville de Saint-Eustache a demandé l'établissement d'une Cour de magistrat à cet endroit;

ATTENDU que le conseil municipal de la Ville de Saint-Eustache a adopté une résolution pour déclarer qu'il assumait les obligations imposées au conseil de comté de Deux-Montagnes sous l'autorité des articles 423 et suivants du Code municipal et qu'il s'engageait à fournir et maintenir en bon état un local convenable pour la tenue d'une Cour de magistrat comprenant une salle d'audience, un bureau pour le greffier, ce dernier bureau devant être muni d'un coffre-fort pour la conservation des archives de ladite Cour;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à cette demande.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans l'arrêté en conseil numéro 119 du 10 février 1949, et conformément aux dispositions de l'article 289 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chap. 15), Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons l'établissement, à Saint-Eustache, à compter du 15 mars 1949, d'une Cour de magistrat désignée sous le nom de "Cour de magistrat pour le district électoral des Deux-Montagnes, à Saint-Eustache".

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général d'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour de février en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

24298-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 318 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, ch. 15), toute Cour de magistrat d'un district électoral peut être abolie sur proclamation du Lieutenant-gouverneur;

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, *Deputy Attorney General.* { WHEREAS the Municipal Council of the Town of Saint-Eustache has applied for the establishment of a Magistrate's Court in the said Town;

WHEREAS the Municipal Council of the Town of Saint-Eustache has adopted a resolution to declare that it would assume the obligations imposed upon the County Council, of Two Mountains, under authority of articles 423 and following of the Municipal Code and that it agrees to supply and maintain the premises required for the holding of a Magistrate's Court including a court room, an office for the Clerk, this office to be furnished with a safe in which to keep the archives of the said Court;

WHEREAS it is expedient to grant the said petition.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in the Order in Council No. 119 of the 10th of February, 1949, and pursuant to the provisions of section 289 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15), We have enacted and ordered and do hereby enact and order the establishing, at Saint-Eustache, as from the 15th of March, 1949, of a Magistrate's Court, designated under the name of "Magistrate's Court for the electoral district of Two Mountains, at Saint-Eustache".

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this Twelfth day of February, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-nine and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

24298 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to, whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, *Deputy Attorney General.* { WHEREAS under authority of section 318 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1941 chap. 15), any Magistrate's Court in and for an electoral district may be abolished upon proclamation of the Lieutenant-Governor;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 319 de la même loi, il est loisible au Lieutenant-gouverneur d'ordonner, par proclamation, la transmission des dossiers, registres, documents et archives d'une Cour de magistrat abolie à une autre Cour de magistrat désignée dans la proclamation;

ATTENDU que le Greffier de la Cour de magistrat du district électoral de Richmond à Danville est décédé et que cette Cour de magistrat est inopérante depuis plusieurs années;

ATTENDU que, après consultation, le conseil municipal de Danville déclare qu'il n'a aucune objection à l'abolition de la Cour de magistrat du district électoral de Richmond établie à Danville et au transfèrement des dossiers, registres, documents et archives de cette Cour de magistrat à la Cour de magistrat du district électoral de Richmond à Asbestos; et

ATTENDU qu'il y a lieu de décréter l'abolition de la Cour de magistrat du district électoral de Richmond à Danville et d'ordonner le transfèrement des dossiers, registres, documents et archives de cette dernière Cour de magistrat à la Cour de magistrat du district électoral du district de Richmond à Asbestos.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans l'arrêté en conseil numéro 118 du 10 février 1949, et conformément aux dispositions de l'article 318 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chap. 15), Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons l'abolition de la Cour de magistrat du district électoral de Richmond à Danville et le transfèrement des registres, dossiers, documents et archives de cette Cour à la Cour de magistrat du district électoral de Richmond à Asbestos.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE, JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D. Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatorzième jour de février en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
24297-o JEAN BRUCHÉSI.

WHEREAS under authority of section 319 of the same Act, the Lieutenant-Governor in Council may order, by proclamation, the transmission of the records, registers, documents and archives of every abolished Magistrate's Court to another Magistrate's Court designated in the proclamation;

WHEREAS the Clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Richmond at Danville is deceased and that the said Magistrate's Court has been inoperative for several years;

WHEREAS, after consultation, the municipal council of Danville declares that there is no objection to the abolition of the Magistrate's Court for the electoral district of Richmond established at Danville and to the transmission of the records, registers, documents and archives of the said Magistrate's Court to the Magistrate's Court of the electoral district of Richmond at Asbestos; and

WHEREAS it is expedient to enact the abolition of the Magistrate's Court of the electoral district of Richmond at Danville and to order the transmission of the records, registers, documents and archives of this said Magistrate's Court to the Magistrate's Court of the electoral district of Richmond at Asbestos.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in the Order in Council No. 118 of the 10th of February, 1949, and pursuant to the provisions of section 318 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15), We have enacted and ordered and do hereby enact and order the abolition of the Magistrate's Court of the electoral district of Richmond at Danville and the transmission of the records, registers, documents and archives of the said Court to the Magistrate's Court of the electoral district of Richmond at Asbestos.

OF ALL OF WHICH OUR LOVING subjects and all others, whom theses presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this Fourteenth day of February, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-nine and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
14297 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

GEORGE E. CARSON LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "George E. Carson Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 janvier 1949, a établi son siège social au N° 4986 avenue Victoria, Montréal.

Daté à Montréal, le 14 février 1949.

Le Président,
24275 GEO. E. CARSON.

Head Offices

GEORGE E. CARSON LIMITED

Notice is hereby given that "George E. Carson Limited" incorporated by Letters Patent on January 27th, 1949, has established its head office at No. 4986 Victoria Avenue, Montreal.

Dated at Montreal this 14th day of February, 1949.

GEO. E. CARSON,
24275-o President.

LE PARC ST. CHARLES LIMITÉE

Règlement "A"

Règlement pour changer l'adresse du Bureau
Chef de la Compagnie.

"Qu'il soit décrété par les Directeurs de Le
Parc St. Charles Limitée, comme suit:

"Le Bureau Chef de la Compagnie soit et il
est par les présentes changé de No 158 Avenue
Cartier, Québec, au No 10-16 Boulevard des
Capucins, Québec, P.Q."

Québec, ce 2ième jour de février, 1949.

Certifiée copie conforme.

(Sceau)

Le Secrétaire,
C. H. SMITH.

24269-o

LE PARC ST. CHARLES LIMITÉE

By-Law "A"

"A By-Law to Change the Address of the Head
Office of the Company.

"Be it enacted by the Directors of Le Parc
St. Charles Limitée, as follows:

"The Head Office of the Company be and is
hereby changed from No. 158 Cartier Avenue,
Quebec, to No. 10-16 Boulevard des Capucins,
Quebec, P.Q."

Quebec, the 2nd day of February 1949.

Certified true copy.

(Seal)

C. H. SMITH,
Secretary.

24269-o

Canada, Province de Québec, District de Québec

BÉGIN & FRÈRES INC.

Avis est donné que "Bégin & Frères Inc."
constituée en corporation par lettres patentes
émises par le Lieutenant-Gouverneur de la
Province de Québec en date du seizième jour de
février 1945, et ayant son bureau principal en
la Cité de Québec, district de Québec, a établi
son bureau au N° 142 rue St-Vallier, Cité de
Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit
bureau sera considéré par la Compagnie comme
étant son bureau principal.

Donné à Québec, P. Q., ce vingt-sixième jour
de janvier 1949.

(Sceau)

24304-o

Le Président,
J.-ELZEAR BÉGIN.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

BÉGIN & FRÈRES INC.

Notice is hereby given that "Bégin & Frères
Inc.", incorporated by letters patent issued by
the Lieutenant-Governor of the Province of
Quebec, bearing date the sixteenth day of Fe-
bruary, 1945, and having its head office in the
City of Quebec, district of Quebec, has estab-
lished its office at No. 142 St-Vallier street,
City of Quebec.

From and after the date of the present notice,
the said office shall be considered by the Com-
pany as being its head office.

Given at Quebec, P. Q., this twenty-sixth day
of January, 1949.

(Seal)

24304

J.-ELZEAR BÉGIN,
President.

Canada, Province de Québec, District de Québec

LES IMMEUBLES BÉGIN INC.

Avis est donné que "Les Immeubles Bégin
Inc." constituée en corporation par lettres pa-
tentées émises par le Lieutenant-Gouverneur de
la Province de Québec en date du vingt-septième
jour de décembre 1945, et ayant son bureau
principal en la Cité de Québec, district de Québec,
a établi son bureau au N° 904 Boulevard des
Capucins, Cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit
bureau sera considéré par la Compagnie comme
étant son bureau principal.

Donné à Québec, P. Q., ce vingt-sixième jour
de janvier 1949.

(Sceau)

24305-o

Le Président,
J.-ELZEAR BÉGIN.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

LES IMMEUBLES BÉGIN INC.

Notice is hereby given that "Les Immeubles
Bégin Inc.", incorporated by letters patent
issued by the Lieutenant-Governor of the Pro-
vince of Quebec, bearing date the twenty-seventh
day of December, 1945, and having its head
office in the City of Quebec, district of Quebec,
has established its office at No. 904 Boulevard
des Capucins, City of Quebec.

From and after the date of the present notice,
the said office shall be considered by the company
as being its head office.

Given at Quebec, P. Q., this twenty-sixth
day of January, 1949.

(Seal)

24305

J.-ELZEAR BÉGIN,
President.

Soumissions

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE SAINT-JOSEPH
(COMTÉ DE SAINT-HYACINTHE)

Avis public est par les présentes donné que
des soumissions cachetées et endossées "Soumis-
sions pour obligations" seront reçues par le
soussigné jusqu'à huit heures du soir, jeudi le
10 mars 1949, pour l'achat de \$40,000 d'obliga-
tions de la corporation municipale du village de
Saint-Joseph, comté de Saint-Hyacinthe, datées
du 15 décembre 1947 et remboursables en séries

Tenders

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF SAINT-JOSEPH
(COUNTY OF SAINT-HYACINTHE)

Public notice is hereby given that sealed
tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be
received by the undersigned up to eight o'clock
in the evening, Thursday, the tenth day of
March, 1949, for the purchase of \$40,000 of
bonds of the municipal corporation of the
village of Saint-Joseph, county of Saint-Hyacin-
the, dated the 15th of December, 1947, and

du 15 décembre 1949 au 15 décembre 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Ces obligations constituent la deuxième et dernière tranche de l'emprunt de \$115,000 autorisé par le règlement N° 112 du village de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$40,000.00 — 19 ans

Année	Capital
15 décembre 1949	\$ 1,000.00
15 décembre 1950	1,000.00
15 décembre 1951	1,000.00
15 décembre 1952	1,000.00
15 décembre 1953	1,000.00
15 décembre 1954	1,000.00
15 décembre 1955	1,000.00
15 décembre 1956	1,000.00
15 décembre 1957	1,000.00
15 décembre 1958	1,000.00
15 décembre 1959	1,000.00
15 décembre 1960	1,000.00
15 décembre 1961	1,500.00
15 décembre 1962	1,500.00
15 décembre 1963	1,500.00
15 décembre 1964	1,500.00
15 décembre 1965	1,500.00
15 décembre 1966	1,500.00
15 décembre 1967	19,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Saint-Hyacinthe.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal de la corporation du village de Saint-Joseph qui sera tenue le 10 mars 1949 à 8 heures du soir, en la salle du conseil dans le soubassement de l'école des Frères.

Donné au village de Saint-Joseph, comté de Saint-Hyacinthe, ce 17ème jour de février 1949.

Le Secrétaire-trésorier.
ROMÉO FORBES.

24312-o

Province de Québec

VILLE DE JONQUIÈRE
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures du soir, lundi le 7 mars 1949, pour l'achat de \$300,000 d'obligations de la corporation municipale de la ville de Jonquière, datées du 1er mars 1949 et remboursables en séries du 1er mars 1950 au 1er mars 1969 inclusivement, avec intérêt au taux

redeemable serially from the 15th of December, 1949, to the 15th of December, 1967 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 15th of June and 15th of December of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities. The said bonds constitute the second and last portion of the loan of \$115,000 authorized by By-law No. 112 of the village of Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$40,000.00 — 19 years

Year	Capital
December 15th, 1949	\$ 1,000.00
December 15th, 1950	1,000.00
December 15th, 1951	1,000.00
December 15th, 1952	1,000.00
December 15th, 1953	1,000.00
December 15th, 1954	1,000.00
December 15th, 1955	1,000.00
December 15th, 1956	1,000.00
December 15th, 1957	1,000.00
December 15th, 1958	1,000.00
December 15th, 1959	1,000.00
December 15th, 1960	1,000.00
December 15th, 1961	1,500.00
December 15th, 1962	1,500.00
December 15th, 1963	1,500.00
December 15th, 1964	1,500.00
December 15th, 1965	1,500.00
December 15th, 1966	1,500.00
December 15th, 1967	19,000.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Saint-Hyacinthe.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under the provisions of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the municipal council of the corporation of the village of Saint-Joseph to be held on the 10th of March, 1949, at 8 o'clock in the evening, in the Council Hall in the basement of the Brothers' school.

Given at the Village of Saint-Joseph, county of Saint-Hyacinthe, this 17th day of February, 1949.

ROMÉO FORBES.
Secretary-Treasurer.

24312

Province of Québec

TOWN OF JONQUIÈRE
(COUNTY OF CHICOUTIMI)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders of Bonds", will be received by the undersigned up to five o'clock in the evening, Monday, March 7, 1949, for the purchase of \$300,000 of bonds of the municipal corporation of the town of Jonquière, dated the 1st of March, 1949, and redeemable serially, from the 1st of March, 1950, to the 1st of March, 1969, inclusively, with interest at the rate of

de 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. 3½% per annum, payable semi-annually on the 1st of March and 1st of September of each year.
Le tableau d'amortissement est le suivant: The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$300,000.00 — 20 ans 3½% Table of redemption — \$300,000.00 — 20 years 3½%

Année	Capital	Year	Capital
1er mars 1950	\$10,600.00	March 1st, 1950	\$10,600.00
1er mars 1951	11,000.00	March 1st, 1951	11,000.00
1er mars 1952	11,400.00	March 1st, 1952	11,400.00
1er mars 1953	11,800.00	March 1st, 1953	11,800.00
1er mars 1954	12,200.00	March 1st, 1954	12,200.00
1er mars 1955	12,600.00	March 1st, 1955	12,600.00
1er mars 1956	12,900.00	March 1st, 1956	12,900.00
1er mars 1957	13,500.00	March 1st, 1957	13,500.00
1er mars 1958	14,000.00	March 1st, 1958	14,000.00
1er mars 1959	14,400.00	March 1st, 1959	14,400.00
1er mars 1960	15,000.00	March 1st, 1960	15,000.00
1er mars 1961	15,500.00	March 1st, 1961	15,500.00
1er mars 1962	16,000.00	March 1st, 1962	16,000.00
1er mars 1963	16,600.00	March 1st, 1963	16,600.00
1er mars 1964	17,200.00	March 1st, 1964	17,200.00
1er mars 1965	17,800.00	March 1st, 1965	17,800.00
1er mars 1966	18,400.00	March 1st, 1966	18,400.00
1er mars 1967	19,000.00	March 1st, 1967	19,000.00
1er mars 1968	19,700.00	March 1st, 1968	19,700.00
1er mars 1969	20,400.00	March 1st, 1969	20,400.00

Des soumissions seront également reçues pour le même montant de \$300,000.00 d'obligations remboursables en séries quinze ans d'après le tableau ci-dessus, avec un solde de \$112,500.00 échéant en 1964.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Jonquière.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal de la ville de Jonquière qui sera tenue le 7 mars 1949 à 8 heures du soir, à la salle des délibérations du conseil municipal.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jonquière, comté de Chicoutimi, ce 16 février 1949.

24311-o Le Greffier,
PAUL-ÉMILE FORTIN.

Tenders shall also be received for the same amount of \$300,000 of bonds redeemable serially fifteen years after the above table, with a balance of \$112,500 maturing in 1964.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, at Quebec, or at Jonquière.

Said bonds may be redeemed by anticipation at par, on any interest payment date, under the provisions of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to the redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council of the town of Jonquière, to be held on March 7, 1949, at 8 o'clock in the evening, at the meeting-hall of the Municipal Council.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Jonquière, county of Chicoutimi, February 16, 1949.

24311 PAUL ÉMILE FORTIN,
Clerk.

Ventes d'effets non réclamés

Sales of Unclaimed Baggage

AVIS DE VENTE

NOTICE OF SALE

Avis est, par les présentes, donné que tous les effets reçus avant le premier mai 1948 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Express Company", à divers endroits des provinces du Nouveau-Brunswick de la Nouvelle-Écosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, successeur de D. M. Henderson & Company, encanteurs, à 128 ouest rue King, Toronto, Ont., à onze heures du matin,

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1948, and still remaining in the offices of the "Canadian Pacific Express Company" at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, successors to D. M. Henderson & Company, Auctioneers, at 128 King Street West, Toronto, Ont. at eleven o'clock in the forenoon

le cinq mai 1949, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits objets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 1er février 1949.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,

Le Surintendant,

24221-6-6

H. L. ATTO.

on the fifth day of May, 1949, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., February 1st, 1949.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,

H. L. ATTO,

Superintendent.

24221-6-6-o

Avis est, par les présentes, donné que tous les effets de bagage reçus avant le sixième jour d'avril 1948 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi le sixième jour d'avril 1949, en conformité de la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 10 février 1949.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,

Le Gérant du Service des Postes et Bagages,

24272-7-6-o

W. E. ALLISON.

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 6th day of April, 1948, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, April 6th, 1949, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, February 10th, 1949.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,

Per: W. E. ALLISON,

24272-7-6-o Manager, Mail and Baggage Traffic

Vente par licitations

Canada, Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, N° 265776.

Avis est ici donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure siégeant à Montréal le 5 janvier 1949, dans cette cause où Fernand Lacoste, électricien, Thérèse Lacoste, ménagère, épouse séparée de biens de Pierre Bourdon, électricien, ce dernier pour autoriser sa dite épouse, tous de la ville de Laprairie, district de Montréal, sont Demandeurs, et Paul Émile Lacoste et Aimé Lacoste, dans la ville de Laprairie, district de Montréal, ce dernier personnellement et en sa qualité de tuteur de ses enfants Jean-Guy, Aimé Edmond, et Lucie Lacoste, sont défendeurs, la licitation des immeubles suivants a été ordonnée, savoir:

"Un emplacement sis à Laprairie, comté de Laprairie, chemin de St-Jean, comprenant:

Un terrain faisant partie des lots de terre désignés sous les numéros cent quatre-vingt-huit (188 ptie) au cadastre officiel du village de Laprairie et trois cent huit (308 ptie) au cadastre officiel de la paroisse de Laprairie, contenant cent soixante pieds de largeur sur deux cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et tenant en front, au sud-ouest, au chemin de St-Jean, en arrière, au nord-est, à partie du lot numéro trois cent huit au cadastre officiel de la paroisse de Laprairie (propriété d'Aldérique Gervais ou ayants cause), d'un côté, au nord-ouest, à partie des lots numéros cent quatre-vingt-huit au cadastre officiel du village de Laprairie et Trois cent huit au cadastre officiel de la paroisse de Laprairie (propriété d'Hormidas Serres et de la compagnie "Ross Realty" ou ayant cause) et d'autre côté, au sud-est, à partie des lots numéros cent quatre-vingt-huit au cadastre officiel du village de Laprairie et trois cent huit au cadastre officiel de la paroisse de Laprairie (propriété d'Herménégilde Sicotte ou ayants cause); avec une maison en brique, à un étage au dessus du rez-de-chaussée et un logis, plus un garage en brique, circonstances et dépendances.

Ainsi que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles."

Sale by Licitations

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 265776.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Superior Court, sitting at Montreal, on the 5th day of January, 1949, in the matter of Fernand Lacoste, electrician, Thérèse Lacoste, housewife, wife separate as to property of Pierre Bourdon, electrician, the latter to authorize his said wife, all of the town of Laprairie, district of Montreal, are plaintiffs; and Paul Émile Lacoste and Aimé Lacoste, of the town of Laprairie, district of Montreal, the latter personally and as tutor to his children Jean Guy, Aimé Edmond and Lucie Lacoste, are defendants the licitation of the following immovables was ordered, to wit:

"An emplacement situate at Laprairie, county of Laprairie, on the St-Jean road, comprising:

A lot of land forming part of the lots of land described under numbers one hundred and eighty-eight (Pt 188) on the official cadastre for the village of Laprairie and three hundred and eight (Pt. 308) of the official cadastre for the parish of Laprairie, measuring one hundred and sixty feet in width by two hundred and twenty feet in depth, English measure and more or less, bounded in front, to the southwest, by the St-Jean road, in rear, to the northeast, by a part of lot number three hundred and eight of the official cadastre for the parish of Laprairie (property of Aldérique Gervais or assigns), on one side, to the northwest, by a part of lots numbers one hundred and eighty-eight of the official cadastre for the village of Laprairie and three hundred and eight of the official cadastre for the parish of Laprairie (property of Hormidas Serres and the Ross Realty Company or assigns) and on the other side, to the southeast, by a part of lots numbers one hundred and eighty-eight of the official cadastre for the village of Laprairie and three hundred and eight of the official cadastre for the parish of Laprairie (property of Herménégilde Sicotte or assigns) —with a brick house one story above ground level and dwelling, and a brick garage, circumstances and dependencies.

As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables."

Les immeubles susdésignés seront vendus en bloc à l'enchère, et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 15ème jour de MARS 1949, à DIX heures et DEMIE de l'avant midi, par cette Cour, au Palais de Justice à Montréal, à la chambre 31, ou dans toute autre chambre dudit Palais que la Cour désignera aux fins de ladite vente aux enchères, le tout sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe de cette Cour dans le présent dossier.

Toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au Greffe du Prothonotaire au moins douze jours avant la date fixée pour ladite vente et adjudication, et toutes oppositions afin de conserver devront être déposées dans les six jours après l'adjudication: et à défaut par les intéressés de déposer leurs dites oppositions dans les délais prescrits, ils seront forclos de le faire, conformément à la loi.

Un dépôt de deux mille dollars (\$2,000) devra être fait par tout enchérisseur avant que son offre et enchère soit reçue à ladite vente.

Montréal, 7 février 1949.

L'Avocat des demandeurs,

JULIEN BRISSON,

24222-6-2-o 152 Notre-Dame, est, Montréal.

The above described immovables will be sold "en bloc" by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the FIFTEENTH day of MARCH, 1949, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, by the said court, in the Court House at Montreal, Room 31, or in any other room of said Court House which the Court may designate for the purpose of the said auction sale. The whole subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges filed in the Office of the said Court in the present case.

Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary at least twelve days before the date fixed for the said sale and adjudication, and any opposition to payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file their said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing, according to law.

A deposit of two thousand dollars (\$2,000) must be made by each and every bidder before his offer and bid is received at the said sale.

Montreal, February 7, 1949.

JULIEN BRISSON,

Advocate for plaintiffs,

24222-6-2 152 Notre-Dame East, Montreal.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District d'Abitibi

N° 7675. } CONRAD PAQUETTE, commerçant de chevaux, d'Amos, district d'Abitibi, demandeur, vs EDMOND BEAUDOIN, de Vassan, district d'Abitibi.

Les droits acquis sur la partie Nord-est de Rivière Harricana du lot N° huit (8) du rang six (6) du canton Vassan, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Vassan, le SAMEDI, 5 MARS 1949, à TROIS (3) heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS, Amos, 21 janvier 1949. 24129-4-2-o

[Première insertion: 29 janvier 1949]

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure. N° 2591

des, cité et district de Montréal, et y faisant affaires ensemble sous la raison sociale de "RICARD ELECTRIC Enrg.", demandeurs, vs A. TOUCHETTE, de Cowansville, district de Bedford défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un emplacement situé dans la ville de Cowansville, connu et désigné comme étant partie du lot no 124 du cadastre du village de Cowansville,

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Abitibi

No. 7675 } CONRAD PAQUETTE, horse trader, of Amos, district of Abitibi, plaintiff, vs EDMOND BEAUDOIN, of Vassan, district of Abitibi:

The acquired rights on the northeast part of the Harricana River, of lot No. eight (8) of range six (6) of the township Vassan—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Vassan, on SATURDAY, the FIFTH of MARCH, at THREE (3) o'clock in the afternoon.

FERDINAND GERVAIS,

Sheriff's Office,

Amos, January 21, 1949.

[First insertion: January 29, 1949]

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Québec, District of Bedford, Superior Court N° 2591

des, cité et district de Montréal, and carrying on business there together under the firm name of "RICARD ELECTRIC Enrg.", plaintiffs; vs A. TOUCHETTE, of Cowansville, district of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant:

An emplacement situate in the town of Cowansville, known and designated as being part of lot No. 124 of the cadastre for the Village of Cow-

de la contenance le dit emplacement de 60 pieds de largeur par 200 pieds de profondeur, et borné comme suit: à l'est par la rue North, au sud par partie du lot no 124 actuellement occupée par Wilfrid Royer, à l'ouest et au nord par parties du lot 124: avec maison et toutes autres bâtisses y érigées."

Pour être vendu à la porte du collège St-Léon de Cowansville, utilisé comme église temporaire pour le Service Divin de la paroisse de Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus de Cowansville, en la ville de Cowansville dit district, le DEUXIEME jour du mois de MARS 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Sweetsburg, Qué., ce 24 janvier 1949.
24130-4-2-o

[Première insertion: 29 janvier 1949]

ansville, the said emplacement measuring 60 feet in width by 200 feet in depth, and is bounded as follows: on the east by North street, on the south by a part of lot No. 124 actually occupied by Wilfrid Royer, on the west and north by parts of lot 124 — with a house and all other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the St-Léon college of Cowansville, used as a temporary church for Divine Service for the parish of Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus de Cowansville, in the Town of Cowansville, said district, on the SECOND day of the month of MARCH, 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, A. ST-MARTIN,
Sweetsburg, Que., this 24th day of January, Sheriff.
1949. 24130-4-2

[First insertion, January 29, 1949]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis

Cour de Magistrat—District de Gaspé
N° 6173. { **RENÉ AGNESI & MARO AGNESI**, faisant affaires sous les nom et raison sociale de "The R. Agnesi Co. Reg'd", marchands de Douglastown, comté et district de Gaspé, demandeurs vs **J. ROBERT LANGE-LIER SHOE MANUFACTURING Co. LTD.**, un corps incorporé et politique ayant sa principale place d'affaires dans le village de Gaspé dans les comté et district susdits, défenderesse.

'Une certaine bâtisse érigée sur une partie du lot N° 49 (quarante-neuf) du village de Gaspé, laquelle bâtisse est située sur la propriété suivante mesurant 40 pieds de largeur par 140 pieds de profondeur et est bornée au nord par la propriété de Laurent Chrétien, au sud par la propriété de Paul Blanchette, à l'est par le chemin du sanatorium et à l'ouest par les Ursulines de Gaspé.'

Pour être vendue à la porte de l'église du village de Gaspé, le TROISIEME jour de MARS 1949, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P.Q., 19 janvier 1949. 24131-4-2
[Première insertion: 29 janvier 1949]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris Canada, Province de Québec, Cour Supérieure

N° 16790. { **DAVID EUGENE RIOUX**, avocat de la cité de Rivière-du-Loup, demandeur vs **DANIEL COTÉ**, de Biencourt, défendeur.

"Un lot de terre numéro 25, rang 8, dans le canton Biencourt, d'une superficie de 100 acres avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Nativité de Marie à Biencourt MERCREDI, le VINGT-TROISIEME (23) jour du mois de MARS 1949 à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, HENRI MICHAUD,
Rivière-du-Loup, le 7 février 1949 24294-7-2-o
[Première insertion, 19 février 1949]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis

Magistrate's Court—District of Gaspé
No. 6173. { **RENÉ AGNESI & MARO AGNESI**, doing business under the name & style of "The R. Agnesi Co. Reg'd", merchants of Douglastown, county and district of Gaspé, plaintiffs, vs **J. ROBERT LANGE-LIER SHOE MANUFACTURING Co. LTD.**, a body corporate and politic having its chief place of business at the village of Gaspé, county and district aforesaid, defendant.

A certain building erected on part of lot No. 49 (forty-nine) of the village of Gaspé, which building is situated on the following property, measuring 40 feet in width by 140 feet in depth and is bounded on the North by the property of Laurent Chrétien, on the South by the property of Paul Blanchette, on the east by the Sanatorium road and on the West by the Ursulines of Gaspé.

To be sold at the church door in the Village of Gaspé, on the THIRD day of MARCH, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, M. J. FURLONG,
Percé, January 19th, 1949. 24131-4-2-o
[First insertion, January 29, 1949]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris Canada, Province of Quebec Superior Court

No. 16790 { **DAVID EUGENE RIOUX**, advocate, of the city of Rivière-du-Loup, plaintiff; vs **DANIEL COTÉ**, of Biencourt, defendant.

A lot of land Number 25, range 8, in the township of Biencourt, having a superficial area of 100 acres — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Nativité de Marie, at Biencourt, on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD (23) day of the month of MARCH, 1949, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, HENRI MICHAUD,
Rivière-du-Loup, February 7, 1949. 24294-7-2
[First insertion, February 19, 1949]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal à savoir: { VINCENT BARRÉ, de-
N° 267526 } mandeur vs GEORGE
H. ELSON, défendeur.

"Un emplacement situé dans la Paroisse de St-Antoine de Longueuil, au lieu appelé "St-Maxime" connu et désigné comme étant le lot numéro cent quarante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire deux cent quarante six (246-145) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse St-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly, contenant cinquante pieds de largeur par cent cinq pieds en profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances."

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le 24 MARS 1949, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$440.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, daté le 14 février 1949.

Le Shérif,
L. P. CAISSE.

Bureau du Shérif,
Montréal, 15 février 1949. 24295-7-2-o
[Première insertion, 19 février 1949]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LA COMMISSION DES
N° 3679 } ACCIDENTS DU TRA-
VAIL DE QUÉBEC, corps politique et incorporé
ayant son siège social au N° 73, Grande Allée, en
la cité de Québec, contre LOUIS-PHILIPPE
RODRIGUE, St-Jean-Chrysostôme, comté de
Lévis, à savoir:

1. Partie du lot N° 161 (cent soixante-et-un) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, étant un terrain situé sur le chemin public conduisant à St-Romuald, borné au nord à une distance de 36 pieds de l'emplacement de Gratia Bilodeau, lequel espace de 36 pieds devant servir à une rue projetée; au sud à François Boutin, à l'est, à partir du lot N° 186 et à l'ouest au dit chemin public conduisant à St-Romuald, circonstances et dépendances. A distraire une partie vendue à Dame François Boutin, par acte devant Anténor Martineau, le 11 juillet 1947 et enregistré sous le N° 94228.

2. Partie du lot N° 186 (cent quatre-vingt-six) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, étant un emplacement mesurant 88 pieds de largeur de l'est à l'ouest sur le côté nord et 64 pieds de largeur du côté sud; la ligne de cet emplacement est parallèle à la ligne de François Boutin, voisin à l'ouest; bornée au nord à une rue projetée de 36 pieds de largeur; au sud, à la terre de Donat Couture; à l'est, au vendeur et à l'ouest, partie par François Boutin et partie par partie du lot N° 161, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

3. Le lot N° 114 (cent quatorze) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, étant une terre située dans la dite paroisse, circonstances et dépendances.

4. Le lot N° 115 (cent quinze) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean-Chrysostôme,

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { VINCENT BARRÉ, plain-
No. 267526 } tiff; vs GEORGE H.
ELSON, defendant.

An emplacement situate in the parish of St-Antoine de Longueuil, at the place called St-Maxime", known and designated as being lot number one hundred and forty-five of the official subdivision of original lot two hundred and forty-six (246-145) on the official plan and in the book of reference for the Parish of St-Antoine de Longueuil, in the county of Chambly, measuring fifty feet in width by one hundred and five feet in depth, the whole English measure and more or less—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the Registry Office for the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTY-FOURTH of MARCH, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$440.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated the 14th of February, 1949.

L. P. CAISSE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 15, 1949. 24295-7-2
(First insertion, February 19, 1949)

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { THE QUEBEC WORK-
No. 3679 } MEN'S COMPENSATION
COMMISSION, a body politic and corporate,
having its head office at No. 73, Grande-Allée, in
the city of Quebec; against LOUIS PHILIPPE
RODRIGUE, St-Jean-Chrysostôme, county of
Levis, to wit:

1. Part of lot No. 161 (one hundred and sixty-one) on the official cadastre for the parish of Saint-Jean Chrysostôme, county of Lévis, being a lot of land situate on the public road leading to St-Romuald, bounded on the north, at a distance of 36 feet from the emplacement of Gratia Bilodeau, said space of 36 feet to be used for a proposed street; on the south by François Boutin; on the east, starting from lot No. 186 and on the west by the said public road leading to St-Romuald, circumstances and dependencies. To be deducted a part sold to Dame François Boutin, by deed before Anténor Martineau, on July 11, 1947, and registered under No. 94228.

2. Part of lot No. 186 (one hundred and eighty-six) on the official cadastre for the parish of St-Jean-Chrysostôme, county of Lévis, being an emplacement measuring 88 feet in width from east to west on the north side and 64 feet in width on the south side; the line of said emplacement being parallel to the line of François Boutin, neighbor, on the west; bounded on the north by a proposed street of 36 feet in width; on the south by the land of Donat Couture; on the east, by the vendor and on the west, partly by François Boutin and partly by a part of lot No. 161—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Lot No. 114 (one hundred and fourteen) on the official cadastre for the parish of St-Jean Chrysostôme, county of Lévis, being a farm situate in the said parish—circumstances and dependencies.

4. Lot No. 115 (one hundred and fifteen) on the official cadastre for the parish of St-Jean

comté de Lévis, étant une terre située dans la dite paroisse, circonstances et dépendances.

5. Le lot N° 529 (cinq cent vingt-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean Chrysostôme, comté de Lévis, étant un lot de terre situé dans la dite paroisse, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Jean Chrysostôme, comté de Lévis, le ONZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.

Bureau du Shérif,
Québec, 2 février 1949. 24187-5-2-0
[1ère insertion: 5 février 1949.]
[2ème insertion: 19 février 1949.]

Chrysostôme, county of Lévis, being a farm situate in the said parish — circumstances and dependencies.

5. Lot No. 529 (five hundred and twenty-nine) on the official cadastre for the parish of St-Jean Chrysostôme, county of Lévis, being a lot of land situate in the said parish—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Jean Chrysostome, county of Lévis, on the ELEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, February 2, 1949. 24187-5-2
[First insertion: February 5, 1949]
[Second insertion: February 19, 1949]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de St-François, { CECIL ASTBURY
Cour Supérieure, & ERNEST AST-
Sherbrooke, BURY, tous deux char-
N° 6998. pentiers et construc-
teurs, domiciliés et résidents dans le village d'Ayer's Cliff, district de St-François, demandeurs, vs LES HÉRITIERS DE feu Anton Minta, de son vivant de Lebanon, New-Hampshire, un des États-Unis d'Amérique, défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs: "Partie du lot de cadastre N° 1284 du Canton de Hatley, faisant maintenant partie du village de Ayer's Cliff; bornée au nord par la propriété de Earl Tyler ou successeurs, à l'est par le ruisseau passant à travers le dit lot 1284, au sud par la rue de l'École et au nord ouest par le chemin Brown's Hill. Avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Barthélémy de Ayer's Cliff, SAMEDI, le 26 MARS 1949 à 2.30 heures, p.m.

Sherbrooke, 15 février 1949.

Le Shérif,
24296-7-2-0 J. P. C. LEMIEUX.
[Première insertion, le 19 février 1949]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District of St. Francis, { CECIL ASTBURY &
Superior Court, ERNEST ASTBU-
Sherbrooke, RY, both of them carp-
No. 6998. enters and constructors,
domiciled and residing in the village of Ayer's Cliff, district of St. Francis, plaintiffs, vs THE HEIRS of the late Anton Minta, during his lifetime of Lebanon, New-Hampshire, one of the United States of America, defendants.

Seized as belonging to the said defendants: "Part of cadastral lot N°. 1284 of the Township of Hatley, being now part of the village of Ayer's Cliff; bounded northerly by the property of Earl Tyler or successors, easterly by the brook passing through said lot 1284, southerly by School Street and north westerly by the Brown's Hill Road. — With the buildings thereon erected." To be sold at the door of the parochial church of Saint-Barthélémy of Ayer's Cliff, SATURDAY the 26th of MARCH 1949, at 2.30 of the clock in the afternoon.

(Sherbrooke, February the 15th, 1949.

J. P. C. LEMIEUX,
24296-7-2-0 Sheriff.
[First insertion on February the 19th 1949]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

COUR SUPÉRIEURE

Canada, { TRANS CANA-
Province de Québec, DA CREDIT
District des Trois-Rivières. CORPORATION
N° 10156. LIMITED, corpo-
ration légalement constituée ayant une place d'affaires en les cité et district des Trois-Rivières, Demanderesse, vs PATRICE FRIGON, de la paroisse de Batiscan, district des Trois-Rivières, défendeur.

"Le numéro quatre cent huit (n° 408) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, comté de Champlain, contenant un arpent et six perches de front sur une profondeur moyenne de huit arpents et cinq perches, formant, (distraction faite de soixante perches en superficie couvertes par le numéro quatre cent quarante-trois (no. 443), treize arpents en superficie. Borné en front, vers le nord-ouest, par le chemin public; en profondeur, vers le sud-est, par les numéros deux cent soixante-quatre (no. 264) et deux cents soixante-six (no. 266); d'un côté, vers le nord-est, par le numéro quatre cent sept (no. 407); et de l'autre côté, vers le sud-ouest, par le numéro quatre cent quatorze (no. 414)."

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

SUPERIOR COURT

Canada, { TRANS CANA-
Province de Québec, DA CREDIT
District of Trois-Rivières. CORPORATION
No. 10156. LIMITED, a body
politic and corporate having a place of business in the city and district of Trois-Rivières, plaintiff; vs PATRICE FRIGON, of the parish of Batiscan, district of Trois-Rivières, defendant.

Number four hundred and eight (No. 408) of the official cadastre for the parish of Saint-François-Xavier de Batiscan, county of Champlain, measuring one arpent and six perches in front by a mean depth of eight arpents and five perches, forming a superficial area of thirteen arpents (deduction made of sixty perches in area covered by number four hundred and forty-three (No. 443). Bounded in front, on the northwest, by the public road, in depth, on the southeast, by numbers two hundred and sixty-four (No. 264) and two hundred and sixty-six (No. 266); on one side, to the northeast, by number four hundred and seven (No. 407); and on the other side, to the southwest, by number four hundred and fourteen (No 414).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, comté de Champlain, MERCREDI le VINGT-TROISIEME jour de MARS, mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures du matin.

To be sold, at the church door of the parish of St-François-Xavier de Batiscan, county of Champlain, on WEDNESDAY the TWENTY-THIRD day of MARCH, one thousand nine hundred and forty-nine, at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 16 février 1949. 24306-7-2-o
[Première insertion, 19 février 1949]

Sheriff's Office, L.-P. MERCIER, Sheriff.
Trois-Rivières, February 16, 1949. 24306-7-2
[First insertion, February 19, 1949]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 7

Index of the Quebec Official Gazette, No. 7

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bachmann vs Michel.	568
Human vs Cumby.	568

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Larivière vs Lalime.	569
---------------------------	-----

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

1592 — Concernant la Loi de l'impôt sur les corporations et les compagnies minières qui n'ont pas atteint le stage de la production.	569
---	-----

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

567	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	567
-----	-------------------------------	-----

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Catholique des Institutrices Laïques du Saguenay Inc. (Formation)	570
Bar-Lan Gold Mines Limited (Vente d'actions).	571
Canadian Cores Limited (Directeurs)..	571
Centre Coopératif d'Habitations Notre-Dame-des-Champs (Fondation).	572
Centre Récréatif des Employés Civiques Inc. (Nom changé)	572
C.J.A.D. Limited (Directeurs).	573
Club Outremont Incorporé — Outremont Club Incorporated (Règlements)	573
Consumers Products Limited (Distribution de l'actif).	571
Coopérative Pierre-Boucher (Fondation)	571
Garage Coop. de Caplan (Fondation)..	570
General Mortgage Corporation (Distribution de l'actif)	572
La Brasserie Champlain, Limitée — The Champlain Brewery, Limited (Directeurs).	572
L'Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal — Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal (Directeurs)	570
L'Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal — Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal (Règlements)	570
Syndicat Coopératif Ouvrier de Lac Bouchette (Fondation)	572
Syndicat de Téléphone de Val Alain (Fondation)	571

Association Catholique des Institutrices Laïques du Saguenay Inc. (Formation)	570
Bar-Lan Gold Mines Limited (Sale of shares)	571
Canadian Cores Limited (Directors)..	571
Centre Coopératif d'Habitations Notre-Dame-des-Champs (Foundation).	572
Centre Récréatif des Employés Civiques Inc. (Name changed)	572
C.J.A.D. Limited (Directors).	573
Club Outremont Incorporé — Outremont Club Incorporated (By-Laws).	573
Consumers Products Limited (Distribution of assets).	571
Coopérative Pierre-Boucher (Foundation)	571
Garage Coop. de Caplan (Foundation).	570
General Mortgage Corporation (Distribution of the assets)	572
La Brasserie Champlain, Limitée — The Champlain Brewery, Limited (Directeurs).	572
L'Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal — Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal (Directeurs).	570
L'Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal — Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal (By-Laws).	570
Syndicat Coopératif Ouvrier de Lac Bouchette (Foundation)	572
Syndicat de Téléphone de Val Alain (Foundation)	571

CHARTES — ABANDON DE:

Bérubé Inc.	574
------------------	-----

CHARTERS — SURRENDER OF:

Bérubé Inc.	574
------------------	-----

Giroux Immeubles Ltée.	573	Giroux Immeubles Ltée.	573
La Desiderata Cigars Co. Limited — La Compagnie de Cigars La Deside- rata Limitée.	574	La Desiderata Cigars Co. Limited.— La Compagnie de Cigars La Deside- rata Limitée.	574
Lindy's Inc.	573	Lindy's Inc.	573
Meunerie Cartierville Milling Co. Ltd.	574	Meunerie Cartierville Milling Co. Ltd.	574
My Mother's Home Incorporated.	573	My Mother's Home Incorporated.	573
Paul Capra Incorporé.	574	Paul Capra Incorporé.	574
Perkins Mills Mica Company Limited.	475	Perkins Mills Mica Company Limited	575
Rex Investments Inc.	575	Rex Investments Inc.	575
The New Jersey Zinc Exploration Com- pany Ltd.	575	The New Jersey Zinc Exploration Com- pany Ltd.	575

COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:

St-Joseph-de-Coleraine, corporation ...	575
---	-----

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Association des Employés Civils.	577
Congrégation des Sœurs de Notre-Dame Auxiliatrice.	577
Fossambault-sur-le-Lac, village de.	578
Hôpital Saint-Joseph de Rimouski.	576
Lachine, cité de.	576
Malouin, Egide-Georges.	577
Succession James McCready.	577
Trois-Rivières, cité des.	576

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Commission scolaire centrale dans les comtés d'Argenteuil et Deux-Mon- tagnes.	579
Hinchinbrook, munic. scolaire de.	579
St-Charles de Caplan, munic. scolaire de	579

TERRES ET FORÊTS:

Cap-de-la-Madeleine, paroisse de.	579
--	-----

TRAVAIL:

Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec (Modification).	581
Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec (Prélèvement).	585
Comité conjoint des matériaux de cons- truction (Approbation de règlement)	580
Comité conjoint des tanneries et cor- roeries de la province de Québec (Modification).	582
Comité paritaire du commerce de détail de Mégantic (Prélèvement).	586
Comité paritaire du commerce de l'ali- mentation au détail à Québec (Pré- lèvement).	587
Commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal (Modification).	580
Industrie du gant fin dans la province de Québec (Modification).	583

TRÉSOR:

Assurances:

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St- Jean-Deschaillons.	589
---	-----

ERRATUM:

Labelle, comté de.	590
-------------------------	-----

QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION:

St-Joseph-de-Coleraine, corporation ...	575
---	-----

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Association des Employés Civils.	577
Congrégation des Sœurs de Notre-Dame Auxiliatrice.	577
Fossambault-sur-le-Lac, village de.	578
Hôpital Saint-Joseph de Rimouski.	576
Lachine, city of.	576
Malouin, Egide-Georges.	577
Estate of James McCready.	577
Trois-Rivières, city of.	576

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

Central School Board in the Counties of Argenteuil and Two Mountains. ..	579
Hinchinbrook, school munic. of.	579
St-Charles de Caplan, school munic. of.	579

LANDS AND FORESTS:

Cap-de-la-Madeleine, parish of.	579
--------------------------------------	-----

LABOUR:

Joint Committee of the Millinery and Woman's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec (Amendment).	581
Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec (Levy).	585
Building Materials Joint Committee (Approval of a by-law).	580
Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec (Amend- ment).	582
Comité paritaire du commerce de détail de Mégantic (Levy).	586
Retail Food Trade Parity Committee of Quebec (Levy).	587
Joint Commission of the Ladies Hair- dressing Trade of Montreal (Amend- ment).	580
Fine glove industry in the Province of Quebec (Amendment).	583

TREASURY:

Insurance:

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St- Jean-Deschaillons.	589
---	-----

ERRATUM:

Labelle, county of.	590
--------------------------	-----

GREFFE DE NOTAIRE:

Pharand, Léopold. 590

LETTRES PATENTES ANNULÉES:

Diverses. 590

LIQUIDATION, AVIS DE:

Quebec Veterans' Mutual Benefit Society 592

The S. N. P. Company Ltd.—La Compagnie S.M.P. Ltée 592

PROCLAMATIONS:

Concernant l'abolition de la Cour de magistrat du district électoral de Richmond à Danville. 593

Concernant l'établissement d'une Cour de magistrat à St-Eustache, district électoral des Deux-Montagnes. 592

SIÈGES SOCIAUX:

Bégin & Frères Inc.. 595

George E. Carson Limited 594

Le Parc St-Charles Limitée 595

Les Immeubles Bégin Inc. 595

SOUMISSIONS:

Jonquière, ville de 596

St-Joseph, village de 595

VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company... 597

Canadian Pacific Railway Company. . . 598

VENTE PAR LICITATION:

Lacoste *et al* vs Lacoste *et al* 598

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Paquette vs Beaudoin 599

BEDFORD:

Girouard *et al* vs Touchette 599

GASPÉ:

Agnesi *et al* vs J. Robert Langelier Shoe Manufacturing Co. Ltd. 600

KAMOURASKA:

Rioux vs Côté. 600

MONTREAL:

Barré vs Elson 601

QUÉBEC:

La Commission des Accidents du Travail de Québec vs Rodrigue. 601

SAINT-FRANÇOIS:

Astbury *et al* vs Héritiers Anton Minta 602

NOTARIAL RECORD:

Pharand, Léopold. 590

LETTERS PATENT ANNULLED:

Miscellaneous 590

WINDING UP NOTICES:

Quebec Veterans' Mutual Benefit Society 592

The S.N.P. Company Ltd.—La Compagnie S.N.P. Ltée. 592

PROCLAMATIONS:

Concerning the abolition of the Magistrate's Court of the electoral district of Richmond at Danville. 593

Concerning the establishment of a Magistrate's Court at St-Eustache, electoral district of Two Mountains. 592

HEAD OFFICES:

Bégin & Frères Inc.. 595

George E. Carson Limited 594

Le Parc St-Charles Limitée 595

Les Immeubles Bégin Inc. 595

TENDERS:

Jonquière, town of 596

St-Joseph, village of. 595

SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company... 597

Canadian Pacific Railway Company.. 598

SALE BY LICITATION:

Lacoste *et al* vs Lacoste *et al*. 598

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Paquette vs Beaudoin 599

BEDFORD:

Girouard *et al* vs Touchette 599

GASPÉ:

Agnesi *et al* vs J. Robert Langelier Shoe Manufacturing Co. Ltd. 600

KAMOURASKA:

Rioux vs Côté. 600

MONTREAL:

Barré vs Elson 601

QUÉBEC:

The Quebec Workmen's Compensation Commission vs Rodrigue 601

SAINT FRANCIS:

Astbury *et al* vs Heirs of Anton Minta. 602

TROIS-RIVIÈRES:

Trans Canada Credit Corporation Limited vs Frigon 602

24314-o

TROIS-RIVIÈRES:

Trans Canada Credit Corporation Limited vs Frigon 602

24314-o